

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MAI 1924.

Projet de loi

approuvant

la déclaration d'accession de la Belgique à certaines dispositions du Traité signé à Lausanne le 24 juillet 1923

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le traité de paix, signé à Lausanne, le 24 juillet 1923, par l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène, d'une part, et la Turquie, d'autre part, est soumis actuellement à la ratification des parlements intéressés.

Bien que le Gouvernement belge se fût borné, au mois de novembre 1914, à rompre les relations diplomatiques qu'il entretenait avec le Gouvernement Ottoman, et que cette rupture n'eût point été suivie de déclaration de guerre, il avait estimé que, partie au Traité de Sévres (lequel, il est vrai, n'a jamais été ratifié), la Belgique ne pouvait se désintéresser de l'élaboration du nouveau Traité, et qu'il lui appartenait tout au moins de se réserver la faculté d'adhérer aux dispositions du Traité qui sont de nature à intéresser particulièrement ses ressortissants.

Par un protocole spécial, la Belgique a été admise par les Hautes Parties contractantes, signataires du Traité de Paix, à accéder aux dispositions de la Section 1, de la partie 2 (clauses financières) et aux dispositions de la partie 3 (clauses économiques) du dit Traité, ainsi qu'au protocole du 24 juillet 1923, relatif à certaines concessions accordées dans l'Empire Ottoman.

La déclaration d'accession de la Belgique a été signée à Lausanne, le 24 juillet 1923, par notre Plénipotentiaire, M. F. PELTZER.

D'après les ordres du Roi, le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement, le Projet de Loi ci-joint, approuvant la déclaration d'accession de la Belgique.

Dès le rétablissement des relations officielles entre la Belgique et la Turquie, le Gouvernement du Roi se propose d'entrer en pourparlers avec le Gouvernement Turc en vue de la conclusion de conventions destinées à étendre à la Belgique le bénéfice de certaines autres stipulations du Traité de Lausanne, notamment en ce qui concerne les questions d'établissement et de régime commercial.

Le Ministre des Affaires Etrangères

HYMANS.



Partie II.**CLAUSES FINANCIERES.****SECTION I.****DETTE PUBLIQUE OTTOMANE****ARTICLE 46.**

La Dette Publique Ottomane, telle qu'elle est définie dans le Tableau annexé à présente Section, sera répartie dans les conditions stipulées dans la présente Section entre la Turquie, les Etats en faveur desquels des territoires ont été détachés de l'Empire Ottoman à la suite des guerres balkaniques de 1912-1913, les Etats auxquels les îles visées par les articles 12 et 15 du présent Traité et le territoire visé par le dernier alinéa du présent article ont été attribués : et enfin les Etats nouvellement créés sur les territoires asiatiques détachés de l'Empire Ottoman en vertu du présent Traité. Tous les Etats indiqués ci-dessus devront, en outre, participer dans les conditions indiqués dans la présente Section aux charges annuelles afférentes au service de la Dette Publique Ottomane à partir des dates prévues par l'Article 53.

A compter des dates fixées par l'article 53, la Turquie ne pourra en aucune façon être rendue responsable des parts contributives mises à la charge des autres Etats.

Le territoire de Thrace qui, au 1^{er} août 1914, était sous la souveraineté ottomane et qui se trouve en dehors des limites de la Turquie fixées par l'article 2 du présent Traité sera, en ce qui concerne la répartition de la Dette Publique Ottomane, considéré comme détaché de l'Empire Ottoman en vertu dudit Traité.

ARTICLE 47.

Le Conseil de la Dette Publique Ottomane devra, dans le délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, déterminer sur les bases établies par les articles 50 et 51 le montant des annuités afférentes aux emprunts visés à la Partie A du Tableau annexé à la présente Section et incombant à chacun des Etats intéressés et leur notifier ce montant.

Ces Etats auront la faculté d'envoyer à Constantinople des délégués pour suivre à cet égard les travaux du Conseil de la Dette Publique Ottomane.

Le Conseil de la Dette remplira les fonctions qui sont prévues par l'article 134 du Traité de paix du 27 novembre 1919 avec la Bulgarie.

Tous différends pouvant surgir entre les parties intéressées relativement à l'application des principes formulés dans le présent article, seront déferés, un mois au plus tard après la notification prévue à l'alinéa premier, à un arbitre que le Conseil de la Société des Nations sera prié de désigner et qui devra statuer dans un délai maximum de trois mois. Les honoraires de l'arbitre seront fixés

par le Conseil de la Société des Nations et mis, ainsi que les autres frais d'arbitrage, à la charge des parties intéressées. Les décisions de l'arbitre seront souveraines. Le renvoi audit arbitre ne suspendra pas le paiement des annuités.

ARTICLE 48.

Les Etats autres que la Turquie entre lesquels la Dette Publique Ottomane, telle qu'elle est définie dans la Partie A du Tableau annexé à la présente Section, sera répartie, devront, dans le délai de trois mois à compter du jour où la notification leur aura été faite aux termes de l'Article 47 de la part qui leur incombe respectivement dans les charges annuelles visées audit article, donner au Conseil de la Dette des gages suffisants pour garantir le paiement de leur part. Dans le cas où ces gages n'auraient pas été constitués dans le délai sus-indiqué, ou en cas de divergence sur la convenance des gages constitués, il pourra être fait appel au Conseil de la Société des Nations par tout Gouvernement signataire du présent Traité.

Le Conseil de la Société des Nations pourra confier aux organisations financières internationales existant dans les pays autres que la Turquie entre lesquels la Dette est répartie, la perception des revenus donnés en gage. Les décisions du Conseil de la Société des Nations seront souveraines.

ARTICLE 49.

Dans le délai d'un mois à compter du jour où il aura été procédé à la détermination définitive, conformément aux stipulations de l'article 47, du montant des annuités incombant à chacun des Etats intéressés, une commission sera réunie à Paris en vue de fixer les modalités de la répartition du capital nominal de la Dette Publique Ottomane, telle qu'elle est définie dans la Partie A du Tableau annexé à la présente Section. Cette répartition devra être faite d'après les proportions adoptées pour le partage des annuités et en tenant compte des stipulations des conventions d'emprunts ainsi que des dispositions de la présente Section.

La Commission prévue à l'alinéa 1^{er} sera composée d'un représentant du Gouvernement turc, d'un représentant du Conseil de la Dette Publique Ottomane, d'un représentant de la dette autre que la Dette Unifiée et les Lots tures, ainsi que du représentant que chacun des Etats intéressés aura la faculté de désigner. Toutes questions sur lesquelles la Commission ne pourrait arriver à un accord, seront déférées à l'arbitre prévu par l'article 47, alinéa 4.

Au cas où la Turquie déciderait de créer de nouveaux titres en représentation de sa part, la répartition du capital de la Dette sera faite en premier lieu, en ce qui concerne la Turquie, par un comité composé du représentant du Gouvernement turc, du représentant du Conseil de la Dette Publique Ottomane et du représentant de la dette autre que la Dette Unifiée et les Lots tures. Les titres nouvellement créés seront remis à la Commission, qui en assurera la délivrance aux porteurs dans des conditions constatant la libération de la Turquie, ainsi que le droit des porteurs à l'égard des autres Etats auxquels incombe une part de la Dette Publique Ottomane. Les titres émis en représentation de la part de chaque Etat dans la Dette Publique Ottomane seront exempts sur le territoire des Hautes

Parties contractantes de tous droits de timbre ou autres taxes qui résulteraient de cette émission.

Le paiement des annuités incombant à chacun des États intéressés ne pourra pas être différé par suite des dispositions du présent article relatives à la répartition du capital nominal.

ARTICLE 50.

La réparation des charges annuelles visées à l'article 47 et celle du capital nominal de la Dette Publique Ottomane, dont il est fait mention à l'article 49, seront effectuées de la manière suivante :

1° Les emprunts antérieurs au 17 octobre 1912 et les charges y afférentes seront répartis entre l'Empire ottoman tel qu'il existait à la suite des guerres balkaniques de 1912-1913, les États balkaniques en faveur desquels un territoire a été détaché de l'Empire ottoman à la suite desdites guerres, et les États auxquels les îles visées aux articles 12 et 13 du présent Traité ont été attribuées; il sera tenu compte des changements territoriaux intervenus depuis la mise en vigueur des traités qui ont mis fin à ces guerres, ou des traités postérieurs.

2° Le solde des emprunts restant à la charge de l'Empire ottoman après cette première répartition et le solde des annuités y afférentes, augmentés des emprunts contractés par ledit Empire entre le 17 octobre 1912 et 1^{er} novembre 1914, ainsi que des annuités y afférentes, seront répartis entre la Turquie, les États nouvellement créés en Asie en faveur desquels un territoire a été détaché de l'Empire ottoman en vertu du présent Traité, et l'État auquel le territoire visé au dernier alinéa de l'article 46 dudit Traité a été attribué.

La répartition du capital se fera pour chaque emprunt sur le montant du capital existant à la date de la mise en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 51.

Le montant de la part incombant à chaque État intéressé dans les charges annuelles de la Dette Publique Ottomane par suite de la répartition prévue à l'article 50, sera déterminé comme il suit :

1° En ce qui concerne la répartition prévue au paragraphe 1° de l'article 50, il sera d'abord procédé à la fixation de la part incombant à l'ensemble des îles visées aux articles 12 et 13 et des territoires détachés de l'Empire ottoman à la suite des guerres balkaniques. Le montant de cette part devra être, par rapport à la somme totale des annuités à répartir d'après les dispositions du paragraphe 1° de l'article 50, dans la même proportion que le revenu moyen total des îles et des territoires susmentionnés, pris en commun, par rapport au revenu moyen total de l'Empire ottoman pendant les années financières 1910-1911 et 1911-1912, y compris le produit des surtaxes douanières établies en 1907.

Le montant ainsi déterminé sera ensuite réparti entre les États auxquels ont été attribués les territoires visés dans l'alinéa précédent et la part qui, de ce fait, incombera à chacun de ces États devra être, par rapport au montant total réparti entre eux, dans la même proportion que le revenu moyen du territoire attribué à chaque État par rapport au revenu moyen total pendant les années financières

1910-1911 et 1911-1912 de l'ensemble des territoires détachés de l'Empire ottoman à la suite des guerres balkaniques et des îles visées aux articles 12 et 15. Dans le calcul des revenus prévu par le présent alinéa, il ne sera pas tenu compte des recettes des douanes.

2° En ce qui concerne les territoires détachés de l'Empire ottoman en vertu du présent Traité, y compris le territoire visé au dernier alinéa de l'article 46, le montant de la part incombant à chaque État intéressé devra être, par rapport à la somme totale des annuités à répartir d'après les dispositions du paragraphe 2° de l'article 50, dans la même proportion que le revenu moyen du territoire détaché par rapport au revenu moyen total de l'Empire ottoman pendant les années financières 1910-1911 et 1911-1912 (y compris le produit des surtaxes douanières établies en 1907), diminué de l'appoint des territoires et îles visées au paragraphe 1°.

ARTICLE 52.

Les avances prévues à la Partie B du Tableau annexé à la présente Section, seront réparties, entre la Turquie et les autres États visés à l'article 46, dans les conditions suivantes :

1° En ce qui concerne les avances prévues au Tableau qui existaient au 17 octobre 1912, le montant du capital non remboursé, s'il en existe, à la date de la mise en vigueur du présent Traité, ainsi que les intérêts échus depuis les dates mentionnées au premier alinéa de l'article 53 et les remboursements effectués depuis ces dates, seront répartis d'après les dispositions prévues par le paragraphe 1° de l'Article 50 et par le paragraphe 1° de l'article 51.

2° En ce qui concerne les sommes incombant à l'Empire ottoman par suite de cette première répartition et les avances prévues au Tableau qui ont été contractées par ledit Empire entre le 17 octobre 1912 et le 1^{er} novembre 1914, le montant du capital non remboursé, s'il en existe, à la date de la mise en vigueur du présent Traité, ainsi que les intérêts échus depuis le 1^{er} mars 1920 et les remboursements effectués depuis ladite date, seront répartis d'après les conditions prévues par le paragraphe 2° de l'article 50 et le paragraphe 2° de l'article 51.

Le Conseil de la Dette Publique Ottomane devra, dans le délai de trois mois à compter de la mise en vigueur du présent Traité, déterminer le montant de la part de ces avances incombant à chacun des États intéressés et leur notifier ce montant.

Les sommes mises à la charge des États autres que la Turquie seront versées par lesdits États au Conseil de la Dette et seront payées par ce dernier aux créanciers ou portés par lui au crédit du Gouvernement ture jusqu'à concurrence des sommes payées par la Turquie soit comme intérêts, soit comme remboursements pour le compte desdits États.

Les versements prévus à l'alinéa précédent auront lieu au moyen de cinq annuités égales à compter de la mise en vigueur du présent Traité. La part desdits paiements qui devra être versée aux créanciers de l'Empire ottoman, portera les intérêts stipulés dans les contrats d'avances ; la part qui revient au Gouvernement ture sera versée sans intérêts.

ARTICLE 53.

Les annuités des emprunts de la Dette Publique Ottomane, telle qu'elle est définie à la Partie A du Tableau annexé à la présente Section, dues par les Etats en faveur desquels un territoire a été détaché de l'Empire ottoman à la suite des guerres balkaniques, seront exigibles à dater de la mise en vigueur des Traités qui ont consacré le transfert de ces territoires auxdits Etats. En ce qui concerne les îles visées à l'article 12, l'annuité sera exigible à partir du 1^{er}/14 novembre 1913, et, en ce qui concerne les îles visées à l'article 13, l'annuité sera exigible à partir du 17 octobre 1912.

Les annuités dues par les Etats nouvellement créés sur les territoires asiatiques, détachés de l'Empire ottoman en vertu du présent Traité et par l'Etat auquel le territoire visé au dernier alinéa de l'article 46 a été attribué, seront exigibles à dater du 1^{er} mars 1920.

ARTICLE 54.

Les Bons du Trésor de 1911, 1912 et 1913, énumérés dans la Partie A du Tableau annexé à la présente Section, seront, dans le délai de dix ans à compter des dates de remboursement fixées par les contrats, remboursés avec les intérêts stipulés.

ARTICLE 55.

Les Etats visés à l'article 46, y compris la Turquie, verseront au Conseil de la Dette Publique Ottomane le montant des annuités afférentes à la part de la Dette Publique Ottomane, telle qu'elle est définie à la Partie A du Tableau annexé à la présente Section, et qui, leur incombant et devenues exigibles à partir des dates fixées à l'article 53, sont restées en souffrance. Ce paiement sera effectué sans intérêts au moyen de vingt annuités égales à compter de la mise en vigueur du présent Traité.

Le montant des annuités versées par les Etats autres que la Turquie au Conseil de la Dette sera porté, par ce dernier, jusqu'à concurrence des sommes payées par la Turquie pour le compte desdits Etats, en déduction des sommes arriérées dont la Turquie se trouverait encore redevable.

ARTICLE 56.

Le Conseil d'administration de la Dette Publique Ottomane ne comprendra plus de délégués des porteurs allemands, autrichiens et hongrois.

ARTICLE 57.

Sur le territoire des Hautes Parties contractantes, les délais de présentation de coupons d'intérêts afférents aux emprunts et avances de la Dette Publique Ottomane et des emprunts ottomans de 1855, 1891 et 1894 gagés sur le tribut d'Egypte, et les délais de présentation des titres desdits emprunts sortis au tirage en vue de leur remboursement, seront considérés comme ayant été suspendus depuis le 29 octobre 1914 jusqu'à l'expiration de trois mois après la mise en vigueur du présent Traité.

ANNEXE A LA SECTION I.

Tableau de la Dette publique ottomane antérieure au 1^{er} novembre 1914.

PARTIE A.

Emprunt.	Date du contrat.	Intérêt.	Période d'amortissement.	Banque d'émission.
1	2	3	4	5
Dette unifiée	1-14/9/1903-8-21/6/1906.	4	—	
Lots tures.	5/1/1870.	—	—	
Osmanie	18-30/4/1890.	4	1931	Banque impériale ottomane.
Priorité Tombac	26/4-8/5/1893.	4	1954	Banque impériale ottomane.
40,000,000 de fr. Chemins de fer orientaux	1-13/3/1894.	4	1957	Deutsche Bank et son groupe y compris la Banque int. et deux banques françaises.
5 p. c. 1896	29/2-13/3/1896.	5	1946	Banque impériale ottomane.
Douanes 1902	17-29/5/1886-28/9-11/10 1902.	4	1958	Banque impériale ottomane.
4 p. c. 1903, Pêcheries	3/10/1888-21/2-6/3/1903.	4	1958	Deutsche Bank.
Bagdad, série I	20/2-5/3/1903.	4	2001	Deutsche Bank.
4 p. c. 1904	4-17/9/1903.	4	1960	Banque impériale ottomane.
4 p. c. 1904-1905	21/11-4/12/1904-6/11 1903-25/4-8/5/1905.	4	1961	Banque impériale ottomane.
Tedjhzat-Askérié.	4-17/4/1905.	4	1961	Deutsche Bank.
Bagdad, série II	20/5-2/6/1908.	4	2006	Deutsche Bank.
Bagdad, série III.	20/5-2/6/1908.	4	2010	Deutsche Bank.
4 p. c. 1908	6-19/9/1908.	4	1965	Banque impériale ottomane.
4 p. c. 1909	30/9-13/10/1909.	4	1950	Banque impériale ottomane.
Soma-Panderma	20/11-3/12/1910.	4	1992	Banque impériale ottomane.
Hodeïda-Sanaa	24/2-9/3/1911.	4	2006	Banque française.
Douanes 1911.	27/10-9/11/1910.	4	1952	Deutsche Bank et son groupe.
Irrigation de la plaine de Koniah	5-18/11/1913.	—	1932	
Docks, arsenaux et constructions navales	19/11-2/12/1913.	5 50	1943	
5 p. c. 1914.	13-26/4/1914.	5	(1962)	Banque impériale ottomane.
Avance Régie des Tabacs.	4/8/1913.	—	—	
Bons du Trésor 5 p. c. 1911 (achat de vaisseaux de guerre).	13/7/1911.	5	1916*	Banque Nationale de Turquie.
Bons du Trésor, Banque impériale ottomane, 1912	8-21/11/1912.	6	1915*	Banque impériale ottomane.
Bons du Trésor, 1913, y compris les bons émis directement	19/1-1/2/1913.	5	1918*	Périer et C ^{ie} .

(*) Voir article 54.

PARTIE B.

Avances.	Date du contrat.	Intérêt.	Capital nominal original Livres turques.
		P. C.	
Société de Bagdad	3/16 juin 1908.	7	300,000
Administration des Phares	5/18 août 1904.	8	55,000
» »	5/18 juillet 1907.	7	300,000
Société du câble Constanza	27/9 octobre 1904.	4	17,335
Société du Tunnel	—	—	3,000
Caisse des Orphelins	Dates diverses.	—	153,147
Deutsche Bank	13/26 août 1912.	5,5	33,000
Administration des Phares	3/16 avril 1913.	7	500,000
Société du Chemin de fer d'Anatolie	23/5 mars 1914.	6	200,000

SECTION II.

CLAUSES DIVERSES.

ARTICLE 58.

La Turquie, d'une part, et les autres Puissances contractantes (à l'exception de la Grèce), d'autre part, renoncent réciproquement à toute réclamation pécuniaire pour les pertes et dommages subis par la Turquie et lesdites Puissances ainsi que par leurs ressortissants (y compris les personnes morales), pendant la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et la mise en vigueur du présent Traité, et résultant soit de faits de guerre, soit de mesures de réquisition, séquestre, disposition ou confiscation.

Toutefois, la disposition qui précède ne portera pas atteinte aux stipulations de la Partie III (Clauses économiques) du présent Traité.

La Turquie renonce en faveur des autres Parties contractantes (à l'exception de la Grèce) à tout droit sur les sommes en or transférées par l'Allemagne et l'Autriche en vertu de l'article 259-1^{er} du Traité de Paix du 28 juin 1919 avec l'Allemagne et de l'article 210-1^{er} du Traité de Paix du 10 septembre 1919 avec l'Autriche.

Sont annulées toutes obligations de paiement mises à la charge du Conseil d'administration de la Dette Publique Ottomane tant par la Convention du 20 juin 1831 (3 juillet 1915) relative aux bons de monnaie turcs de la première émission, que par le texte porté au verso de ces bons.

La Turquie convient également de ne pas demander au Gouvernement britannique ni à ses ressortissants la restitution des sommes payées pour les bâtiments de guerre qui avaient été commandés en Angleterre par le Gouvernement ottoman et qui ont été réquisitionnés par le Gouvernement britannique en 1914 ; elle renonce à toute réclamation de ce chef.

ARTICLE 59.

La Grèce reconnaît son obligation de réparer les dommages causés en Anatolie par des actes de l'armée ou de l'administration helléniques contraires aux lois de la guerre.

D'autre part, la Turquie, prenant en considération la situation financière de la Grèce telle qu'elle résulte de la prolongation de la guerre et de ses conséquences, renonce définitivement à toute réclamation contre le Gouvernement hellénique pour des réparations.

ARTICLE 60.

Les États en faveur desquels un territoire a été ou est détaché de l'Empire ottoman, soit à la suite des guerres balkaniques, soit par le présent Traité, acquerront gratuitement tous biens et propriétés de l'Empire ottoman situées dans ce territoire.

Il est entendu que les biens et propriétés dont les Iradés du 26 août 1324 (8 septembre 1908), du 20 avril 1325 (2 mai 1909) ont ordonné le transfert de la Liste Civile à l'État ainsi que ceux qui, au 30 octobre 1918, étaient administrés par la Liste Civile au profit d'un service public, sont compris parmi les biens et propriétés visés à l'alinéa précédent, lesdits États étant subrogés à l'Empire ottoman en ce qui concerne ces biens et propriétés, les Vakoufs constitués sur ces biens devant être respectés.

Le litige surgi entre le Gouvernement hellénique et le Gouvernement Turc relativement aux biens et propriétés passés de la Liste Civile à l'État et situés sur le territoire de l'ancien Empire ottoman transférés à la Grèce, soit à la suite des guerres balkaniques, soit postérieurement, sera soumis, selon un compromis à conclure, à un tribunal arbitral à La Haye, conformément au Protocole spécial n° 2 attaché au Traité d'Athènes du 1/14 novembre 1913.

Les dispositions du présent article ne modifieront pas la nature juridique des biens et propriétés inscrits au nom de la Liste Civile ou administrés par elle et non visés aux alinéas 2 et 3 du présent article.

ARTICLE 61.

Les bénéficiaires de pensions civiles et militaires turques devenus, en vertu du présent Traité, ressortissants d'un État autre que la Turquie, ne pourront exercer du chef de leurs pensions aucun recours contre le Gouvernement.

ARTICLE 62.

La Turquie reconnaît le transfert de toutes les créances que l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie possèdent contre elle, conformément à l'article 261 du Traité de Paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 avec l'Allemagne et aux articles correspondants des Traités de Paix du 10 septembre 1919 avec l'Autriche, du 27 novembre 1919 avec la Bulgarie et du 4 juin 1920 avec la Hongrie.

Les autres Puissances contractantes conviennent de libérer la Turquie des dettes qui lui incombent de ce chef.

Les créances que la Turquie possède contre l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie sont également transférées auxdites Puissances contractantes.

ARTICLE 63.

Le Gouvernement ture, d'accord avec les autres Puissances contractantes, déclare libérer le Gouvernement allemand des obligations contractées par celui-ci pendant la guerre d'accepter des billets émis par le Gouvernement ture à un taux de change déterminé, en paiement de marchandises à exporter d'Allemagne en Turquie après la guerre.

Partie III.

CLAUSES ÉCONOMIQUES.

ARTICLE 64.

Dans la présente Partie, l'expression « Puissances alliées » s'entend des Puissances contractantes autres que la Turquie ; les termes « ressortissants alliés » comprennent les personnes physiques, les sociétés, associations et établissements, ressortissant aux Puissances contractantes autres que la Turquie, ou à un État ou territoire sous le protectorat d'une desdites Puissances.

Les dispositions de la présente Partie relatives aux « ressortissants alliés » profiteront aux personnes qui, sans avoir la nationalité des Puissances alliées, ont, en raison de la protection dont elles étaient, en fait, l'objet de la part de ces Puissances, reçu des autorités ottomanes le même traitement que les ressortissants alliés et ont, de ce chef, subi des dommages.

SECTION I.

BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS.

ARTICLE 65.

Les biens, droits et intérêts, qui existent encore et pourront être identifiés sur les territoires restés tures à la date de la mise en vigueur du présent Traité, et qui appartiennent à des personnes étant, au 29 octobre 1914, ressortissants alliés, seront immédiatement restitués aux ayants droit, dans l'état où ils se trouvent.

Réciproquement, les biens, droits et intérêts, qui existent encore et pourront être identifiés sur les territoires placés sous la souveraineté ou le protectorat des Puissances alliées au 29 octobre 1914, ou sur des territoires détachés de l'Empire ottoman à la suite des guerres balkaniques et placés aujourd'hui sous la souveraineté desdites Puissances, et qui appartiennent à des ressortissants tures, seront immédiatement restitués aux ayants droit, dans l'état où ils se trouvent. Il en sera de même des biens, droits et intérêts qui appartiennent à des ressortissants tures sur les territoires détachés de l'Empire ottoman en vertu du présent Traité et qui auraient été l'objet de liquidations ou autres mesures exceptionnelles quelconques de la part des autorités des Puissances alliées.

Tous biens, droits et intérêts, qui sont situés sur un territoire détaché de l'Empire ottoman en vertu du présent Traité et qui, après avoir été l'objet d'une mesure exceptionnelle de guerre par le Gouvernement ottoman, sont actuellement entre les mains de la Puissance contractante exerçant l'autorité sur ledit territoire, et qui peuvent être identifiés, seront restitués à leur légitime propriétaire, dans l'état où ils se trouvent. Il en sera de même des biens immobiliers qui auraient été liquidés par la Puissance contractante exerçant l'autorité sur ledit territoire. Toutes autres revendications entre particuliers seront soumises à la juridiction compétente locale.

Tous litiges relatifs à l'identité ou à la restitution des biens réclamés seront soumis au Tribunal Arbitral Mixte prévu dans la Section V de la présente Partie.

ARTICLE 66.

Pour l'exécution des dispositions de l'article 65, alinéas 1 et 2, les Hautes Parties contractantes remettront, par la procédure la plus rapide, les ayants droit en la possession de leur biens, droits et intérêts, libres des charges ou servitudes dont ceux-ci auraient été grevés sans le consentement desdits ayants droit. Il appartiendra au Gouvernement de la Puissance effectuant la restitution, de pourvoir à l'indemnisation des tiers qui auraient acquis directement ou indirectement dudit Gouvernement et qui se trouveraient lésés par cette restitution. Les différends pouvant s'élever au sujet de cette indemnisation seront de la compétence des tribunaux de droit commun.

Dans tous les autres cas, il appartiendra aux tiers lésés d'agir contre qui de droit pour être indemnisés.

A cet effet, tous actes de disposition ou autres mesures exceptionnelles de guerre auxquelles les Hautes Parties contractantes auraient procédé à l'égard des biens, droits et intérêts ennemis, seront immédiatement levés et arrêtés s'il s'agit d'une liquidation non encore terminée. Les propriétaires réclamants recevront satisfaction par la restitution immédiate de leurs biens, droits et intérêts, dès que ceux-ci auront été identifiés.

Au cas où, à la date de la signature du présent Traité, les biens, droits et intérêts, dont la restitution est prévue par l'article 65, se trouveraient avoir été liquidés par les autorités de l'une des Hautes parties contractantes, celle-ci se trouvera libérée de l'obligation de restituer lesdits biens, droits et intérêts par le paiement à leur propriétaire du produit de la liquidation. Au cas où, sur la demande du propriétaire, le Tribunal Arbitral Mixte prévu à la Section V, estimerait que la liquidation n'a pas été effectuée dans des conditions assurant la réalisation d'un juste prix, il pourra, à défaut d'accord entre les parties, augmenter le produit de la liquidation de telle somme qu'il jugera équitable. Lesdits biens, droits et intérêts seront restitués si le paiement n'est pas effectué dans un délai de deux mois à compter de l'accord avec le propriétaire ou de la décision du Tribunal Arbitral Mixte visé ci-dessus.

ARTICLE 67.

La Grèce, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène d'une part et la Turquie

d'autre part, s'engagent à faciliter réciproquement, tant par des mesures administratives appropriées que par la livraison de tous documents y afférents, la recherche sur leur territoire et la restitution des objets mobiliers de toutes sortes enlevés, saisis ou séquestrés par leurs armées et leurs administrations sur le territoire de la Turquie ou respectivement sur le territoire de la Grèce, de la Roumanie et de l'État Serbe-Croate-Slovène et qui se trouvent actuellement sur ce territoire.

La recherche et la restitution s'effectueront aussi pour les objets susvisés saisis ou séquestrés par les armées et administrations allemandes, austro-hongroises ou bulgares, sur le territoire de la Grèce, de la Roumanie ou de l'État Serbe-Croate-Slovène, et qui auraient été attribués à la Turquie ou à ses ressortissants, ainsi que pour les objets saisis ou séquestrés par les armées grecques, roumaines ou serbes sur le territoire de la Turquie et qui auraient été attribués à la Grèce, à la Roumanie ou à l'État Serbe-Croate-Slovène ou à leurs ressortissants.

Les requêtes afférentes à ces recherches et restitutions seront présentées dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 68.

Les dettes résultant des contrats passés, dans les régions occupées en Turquie par l'armée grecque, entre les autorités et administrations helléniques, d'une part, et les ressortissants turcs, de l'autre, seront payées par le Gouvernement hellénique dans les conditions prévues dans lesdits contrats.

ARTICLE 69.

Il ne sera perçu sur les ressortissants alliés ou sur leurs biens, au titre des exercices antérieurs à l'exercice 1922-1923, aucun impôt, taxe ou surtaxe auxquels, en vertu du statut dont ils jouissaient au 1^{er} août 1914, les ressortissants alliés et leurs biens n'étaient pas assujettis.

Au cas où des sommes auraient été perçues après le 15 mai 1923 au titre d'exercices antérieurs à l'exercice 1922-1923, le montant en sera remboursé aux ayants droit dès la mise en vigueur du présent Traité.

Aucun recours ne pourra être exercé en ce qui concerne les sommes encaissées antérieurement au 15 mai 1923.

ARTICLE 70.

Les demandes fondées sur les Articles 65, 66 et 69 devront être introduites auprès des autorités compétentes dans le délai de six mois, et, à défaut d'accord, auprès du Tribunal Arbitral Mixte dans le délai de douze mois à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 71.

L'Empire britannique, la France, l'Italie, la Roumanie et l'État serbe-croate-slovène, ou leurs ressortissants, ayant introduit des réclamations ou sanctions auprès du Gouvernement ottoman au sujet de leurs biens, droits et intérêts

antérieurement au 29 octobre 1914, les dispositions de la présente Sanction ne porteront point préjudice à ces réclamations ou actions. Il en sera de même des réclamations ou actions introduites auprès des Gouvernements britannique, français, italien, roumain et serbe-croate-slovène par le Gouvernement ottoman ou ses ressortissants. Ces réclamations ou actions seront poursuivies auprès du Gouvernement turc et auprès des autres Gouvernements visés au présent article dans les mêmes conditions, tout en tenant compte de l'abolition des Capitulations.

ARTICLE 72.

Dans les territoires demeurant tures en vertu du présent Traité, les biens, droits et intérêts appartenant à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Hongrie et à la Bulgarie ou à leurs ressortissants qui auraient fait l'objet, avant la mise en vigueur du présent Traité, de saisie ou d'occupation de la part des Gouvernements alliés, demeureront en la possession de ces derniers jusqu'à la conclusion d'arrangements à intervenir entre ces Gouvernements et les Gouvernements allemand, autrichien, hongrois et bulgare ou leurs ressortissants intéressés. Si ces biens, droits et intérêts ont fait l'objet de liquidations, ces liquidations sont confirmées.

Dans les territoires détachés de la Turquie en vertu du présent Traité, les Gouvernements y exerçant l'autorité pourront, dans le délai d'un an à dater de la mise en vigueur du présent Traité, liquider les biens, droits et intérêts appartenant à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Hongrie et à la Bulgarie ou à leurs ressortissants.

Le produit des liquidations, qu'elles aient été déjà ou non effectuées, sera versé à la Commission des Réparations établie par le Traité de Paix conclu avec l'État intéressé si les biens liquidés sont la propriété de l'État allemand, autrichien, hongrois ou bulgare. Il sera versé directement aux propriétaires si les biens liquidés sont une propriété privée.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux sociétés anonymes ottomanes.

Le Gouvernement turc ne sera en aucune manière responsable des mesures visées par le présent Article.

SÉCTION II

CONTRATS ET PRESCRIPTIONS

ARTICLE 73.

Restent en vigueur, sous réserve des dispositions qui y sont contenues ainsi que des stipulations du présent Traité, les contrats appartenant aux catégories indiquées ci-après, conclus entre parties devenues par la suite ennemies telles qu'elles sont définies à l'article 82, et antérieurement à la date indiquée audit article :

a) Les contrats ayant pour objet une vente immobilière encore que la vente elle-même n'ait pas encore été régulièrement réalisée si, en fait, la livraison a été effectuée avant la date à laquelle les parties sont devenues ennemies aux termes de l'article 82;

b) Les baux, contrats de location et promesses de location passés entre particuliers;

c) Les contrats passés entre particuliers relatifs à l'exploitation des mines, de forêts ou de domaines agricoles;

d) Les contrats d'hypothèque, de gage et de nantissement;

e) Les contrats constitutifs de sociétés, sans que cette disposition s'applique aux sociétés en nom collectif ne constituant pas, d'après la loi qui les régit, une personnalité distincte de celle des parties (*partnerships*);

f) Les contrats, quel qu'en soit l'objet, passés entre les particuliers ou sociétés et l'Etat, les provinces, municipalités ou autres personnes juridiques administratives analogues;

g) Les contrats relatifs au statut familial;

h) Les contrats relatifs à des donations ou à des libéralités de quelque nature que ce soit.

Le présent article ne pourra être invoqué pour donner à des contrats une autre valeur que celle qu'ils avaient par eux-mêmes lorsqu'ils ont été conclus.

Il ne s'appliquera pas aux contrats de concession.

ARTICLE 74.

Les contrats d'assurance sont régis par les dispositions prévues par l'Annexe à la présente Section.

ARTICLE 75.

Les contrats, autres que ceux énumérés aux articles 73 et 74 et autres que les contrats de concession, passés entre personnes devenues ultérieurement ennemies, seront considérés comme ayant été annulés à partir de la date à laquelle les parties sont devenues ennemies.

Toutefois, chacune des parties au contrat pourra en réclamer l'exécution jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la mise en vigueur du présent Traité, à la condition de verser à l'autre partie, s'il y a lieu, une indemnité correspondant à la différence entre les conditions du moment où le contrat a été conclu et celles du moment où son maintien est réclamé. Cette indemnité, à défaut d'accord entre les parties, sera fixée par le Tribunal Arbitral Mixte.

ARTICLE 76.

Est confirmée la validité de toutes transactions intervenues avant la mise en vigueur du présent Traité entre les ressortissants des Puissances contractantes, parties aux contrats indiqués aux articles 73 à 75, et ayant pour objet notamment la résiliation, le maintien, les modalités d'exécution ou la modification de ces contrats, y compris les accords portant sur la monnaie de paiement ou sur le taux de change.

ARTICLE 77.

Restent en vigueur et soumis au droit commun les contrats entre ressortissants alliés et turcs conclus postérieurement au 30 octobre 1918.

Restent également en vigueur et soumis au droit commun les contrats dûment

intervenues avec le Gouvernement de Constantinople postérieurement au 30 octobre 1918 jusqu'au 16 mars 1920.

Tous contrats et arrangements dûment conclus postérieurement au 16 mars 1920 avec le Gouvernement de Constantinople et intéressant les territoires demeurés sous l'autorité effective dudit Gouvernement seront soumis à l'approbation de la Grande Assemblée Nationale de Turquie sur la demande des intéressés présentée dans un délai de trois mois, à compter de la mise en vigueur du présent Traité. Les paiements effectués en vertu de ces contrats seront dûment portés au crédit de la partie qui les aurait effectués.

Au cas où l'approbation ne serait pas accordée, la partie intéressée aura droit, s'il y a lieu, à une indemnité correspondant au dommage direct effectivement subi et qui, à défaut d'accord amiable, sera fixée par le Tribunal Arbitral Mixte.

Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux contrats de concession ni aux transferts de concessions.

ARTICLE 78.

Tous les différends déjà existants, ou pouvant s'élever avant l'expiration du délai de six mois prévu ci-après, au sujet des contrats autres que les contrats de concession intervenus entre parties devenues par la suite ennemies, seront réglés par le Tribunal Arbitral Mixte, à l'exception des différends qui, par application des lois des Puissances neutres, seraient de la compétence des tribunaux nationaux de ces Puissances. En ce dernier cas, ces différends seront réglés par ces tribunaux nationaux à l'exclusion du Tribunal Arbitral Mixte. Les plaintes relatives aux différends, qui, en vertu du présent article, sont de la compétence du Tribunal Arbitral Mixte, devront être présentées audit Tribunal dans un délai de six mois à compter de la date de constitution de ce Tribunal.

Ce délai expiré, les différends qui n'auraient pas été soumis au Tribunal Arbitral Mixte seront réglés par les juridictions compétentes d'après le droit commun.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque toutes les parties au contrat résidaient dans le même pays pendant la guerre et y disposaient librement de leurs personnes et de leurs biens, ni lorsqu'il s'agit d'un différend au sujet duquel un jugement a été rendu par un tribunal compétent antérieurement à la date à laquelle les parties sont devenues ennemies.

ARTICLE 79.

Sur le territoire des Hautes Parties contractantes, dans les rapports entre ennemis, tous délais quelconques de prescription, de péremption ou forclusion de procédure, qu'ils aient commencé à courir avant le début de la guerre ou après, seront considérés comme ayant été suspendus depuis le 29 octobre 1914 jusqu'à l'expiration de trois mois après la mise en vigueur du présent Traité.

Cette disposition s'applique notamment aux délais de présentation de coupons d'intérêts et de dividendes, et de présentation, en vue du remboursement, des valeurs sorties au tirage ou remboursables à tout autre titre.

En ce qui concerne la Roumanie, les délais ci-dessus seront considérés comme ayant été suspendus à partir du 27 août 1916.

ARTICLE 80.

Dans les rapports entre ennemis, aucun effet de commerce émis avant la guerre ne sera considéré comme invalidé par le seul fait de n'avoir pas été présenté pour acceptation ou pour paiement dans les délais voulus, ni pour défaut d'avis aux tireurs ou aux endosseurs de non-acceptation ou de non-paiement, ni en raison du défaut de protêt ni pour défaut d'accomplissement d'une formalité quelconque pendant la guerre.

Si la période pendant laquelle un effet de commerce aurait dû être présenté à l'acceptation ou au paiement, ou pendant laquelle l'avis de non-acceptation ou de non-paiement aurait dû être donné aux tireurs ou endosseurs, ou pendant laquelle il aurait dû être protesté, est échue pendant la guerre, et si la partie qui aurait dû présenter ou protester l'effet ou donner avis de la non-acceptation ou du non-paiement ne l'a pas fait pendant la guerre, il lui sera accordé trois mois après la mise en vigueur du présent Traité pour présenter l'effet, donner avis de non-acceptation ou de non-paiement ou dresser protêt.

ARTICLE 81.

Les ventes effectuées pendant la guerre en réalisation de nantissements ou d'hypothèques constitués avant la guerre et garantissant des dettes devenues exigibles, seront réputées acquises, encore que toutes les formalités requises pour avertir le débiteur n'aient pu être observées et sous réserve expresse du droit dudit débiteur d'assigner le créancier devant le Tribunal Arbitral Mixte en reddition de comptes à peine de tous dommages et intérêts.

Le Tribunal aura pour mission d'apurer les comptes entre les parties, de vérifier les conditions dans lesquelles le bien donné en nantissent ou en hypothèque a été vendu et de mettre à la charge du créancier la réparation du préjudice qu'aurait subi le débiteur par suite de la vente, si le créancier a agi de mauvaise foi, ou s'il n'a pas fait toutes diligences en son pouvoir pour éviter de recourir à la vente, ou pour que celle-ci soit effectuée dans des conditions assurant la réalisation d'un juste prix.

La présente disposition ne sera applicable qu'entre ennemis et ne s'étendra pas aux opérations ci-dessus visées qui auraient été effectuées postérieurement au 1^{er} mai 1923.

ARTICLE 82.

Au sens de la présente Section, les personnes parties à un contrat seront considérées comme ennemies à partir de la date à laquelle le commerce entre elles sera devenu impossible en fait ou aura été interdit ou sera devenu illégal en vertu des lois, décrets ou règlements auxquels une de ces parties était soumise.

Par dérogation aux articles 73 à 75, 79 et 80, seront soumis au droit commun les contrats conclus sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes entre personnes ennemies (y compris les sociétés) ou leurs agents, si ce territoire était pays ennemi pour l'un des contractants qui y est resté pendant la guerre en y pouvant librement disposer de sa personne et de ses biens.

ARTICLE 83.

Les dispositions de la présente Section ne s'appliqueront pas entre le Japon et la Turquie et les matières qui en font l'objet seront, dans chacun de ces deux pays, réglées d'après la législation locale.

ANNEXE

I. ASSURANCES SUR LA VIE

§ 1

Les contrats d'assurances sur la vie, passés entre un assureur et une personne devenue par la suite ennemie, ne seront pas considérés comme annulés par l'ouverture des hostilités ou par le fait que la personne est devenue ennemie.

Toute somme assurée devenue effectivement exigible pendant la guerre, aux termes d'un contrat qui, en vertu de l'alinéa précédent, n'est pas considéré comme annulé, sera recouvrable après la guerre. Cette somme sera augmentée des intérêts à 5 p. c. l'an depuis la date de son exigibilité jusqu'au jour du paiement.

Si le contrat est devenu caduc pendant la guerre par suite du non-paiement des primes, ou s'il est devenu sans effet par suite du non-accomplissement des clauses du contrat, l'assuré ou ses représentants ou ayants droit auront le droit, à tout moment, pendant douze mois à dater du jour de la mise en vigueur du présent Traité, de réclamer à l'assureur la valeur de rachat de la police au jour de sa caducité ou de son annulation, augmentée des intérêts à 5 p. c. l'an.

Les ressortissants tures dont les contrats d'assurances sur la vie, souscrits antérieurement au 29 octobre 1914, ont été annulés ou réduits, antérieurement au présent Traité, pour non-paiement des primes, conformément aux dispositions desdits contrats, auront la faculté pendant un délai de trois mois, à compter de la mise en vigueur du présent Traité, et s'ils sont alors vivants, de rétablir leurs polices pour le plein du capital assuré. A cet effet, ils devront, après avoir passé devant le médecin de la Compagnie une visite médicale jugée satisfaisante par celle-ci, verser les primes arriérées augmentées des intérêts composés à 5 p. c.

§ 2

Il est entendu que les contrats d'assurances sur la vie, souscrits en monnaie autre que la livre turque, conclus avant le 29 octobre 1914 entre les sociétés actuellement ressortissantes d'une Puissance alliée et les ressortissants tures, pour lesquels des primes ont été payées antérieurement et postérieurement au 18 novembre 1915, ou même seulement avant cette date, seront réglés : 1° en arrêtant les droits de l'assuré, conformément aux conditions générales de la police, pour la période antérieure au 18 novembre 1915, dans la monnaie stipulée au contrat, telle qu'elle a cours dans le pays dont cette monnaie émane (par

exemple, toute somme stipulée en francs, en francs-or, ou en francs effectifs, sera payée en francs français); 2° en livres turques papier — la livre étant censée valoir le pair d'avant-guerre — pour la période postérieure au 18 novembre 1915.

Si les ressortissants tures dont les contrats sont conclus dans une monnaie autre que la monnaie turque, justifient avoir continué depuis le 18 novembre 1915 à acquitter leurs primes en la monnaie stipulée aux contrats, lesdits contrats seront réglés dans cette même monnaie, telle qu'elle a cours dans le pays dont elle émane, même pour la période postérieure au 18 novembre 1915.

Les ressortissants tures dont les contrats, conclus avant le 29 octobre 1914, dans une monnaie autre que la monnaie turque, avec des sociétés actuellement ressortissantes d'une Puissance alliée, sont, par suite du paiement des primes, encore en vigueur, auront la faculté, pendant un délai de trois mois à compter de la mise en vigueur du présent Traité, de rétablir leurs polices pour le plein du capital dans la monnaie stipulée dans leur contrat telle qu'elle a cours dans le pays dont elle émane. A cet effet, ils devront verser en cette monnaie les primes échues depuis le 18 novembre 1915. Par contre, les primes effectivement versées par eux en livres turques papier depuis ladite date leur seront remboursées dans la même monnaie.

§ 3.

En ce qui concerne les assurances contractées en livres turques, le règlement sera fait en livres turques papier.

§ 4.

Les dispositions des paragraphes 2 et 3 seront pas applicables aux assurés qui, par une convention expresse, auront déjà régularisé avec la société d'assurance la valorisation de leurs polices et le mode de paiement de leurs primes, ni à ceux dont les polices seront définitivement réglées à la date de la mise en vigueur du présent Traité.

§ 5.

Pour l'application des paragraphes précédents seront considérés comme contrats d'assurance sur la vie les contrats d'assurance qui se basent sur les probabilités de la vie humaine combinées avec le taux d'intérêt pour le calcul des engagements réciproques des deux parties.

II ASSURANCES MARITIMES

§ 6.

Ne sont pas considérés comme annulés, sous réserve des dispositions qui y sont contenues, les contrats d'assurance maritime au cas où le risque avait commencé à courir avant que les parties fussent devenues ennemies et à la condition qu'il ne s'agisse pas de couvrir des sinistres résultant d'actes de guerre accomplis par la Puissance à laquelle ressortit l'assureur ou par les alliés de cette Puissance.

III. ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE ET AUTRES ASSURANCES

§ 7.

Ne sont pas considérés comme annulés, sous la réserve énoncée au paragraphe précédent, les contrats d'assurance contre l'incendie ainsi que tous autres contrats d'assurance.

SECTION III

DETTES.

ARTICLE 84.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître que les dettes exigibles avant la guerre, ou devenues exigibles pendant la guerre, en vertu de contrats passés avant la guerre, et restées impayées par suite de la guerre, doivent être réglées et payées dans les conditions prévues aux contrats et dans la monnaie convenue, telle qu'elle a cours dans le pays où elle est émise.

Sans préjudice des dispositions de l'Annexe de la Section II de la présente Partie, il est entendu qu'au cas où des paiements à effectuer en vertu d'un contrat d'avant-guerre seraient la représentation de sommes perçues en tout ou en partie au cours de la guerre dans une monnaie autre que celle indiquée audit contrat, ces paiements pourront être effectués par le versement, dans la monnaie où elles ont été perçues, des sommes effectivement perçues. Cette disposition ne portera pas atteinte aux stipulations contraires qui, avant la mise en vigueur du présent Traité, seraient intervenues à l'amiable entre les parties intéressées.

ARTICLE 85.

La Dette Publique Ottomane est, d'un commun accord, laissée en dehors de la présente Section et des autres Sections de la présente Partie (Clauses Economiques).

SECTION IV.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE OU ARTISTIQUE.

ARTICLE 86.

Sous réserve des stipulations du présent Traité, les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, tels qu'ils existaient au 1^{er} août 1914 conformément à la législation de chacun des pays contractants, seront rétablis ou restaurés, à partir de la mise en vigueur du présent Traité, dans les territoires des Hautes Parties contractantes, en faveur des personnes qui en étaient bénéficiaires au moment où l'état de guerre a commencé d'exister, ou de leur ayants droit. De même, les droits qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis pendant la durée de la guerre, à la suite d'une demande légale faite pour la protection de la propriété industrielle ou de la publication d'une œuvre littéraire ou

artistique, seront reconnus et rétablis en faveur des personnes qui y auraient des titres, à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

Sans préjudice des droits qui doivent être restaurés en vertu de la disposition ci-dessus, tous actes (y compris l'octroi des licences) faits en vertu des mesures spéciales qui auraient été prises pendant la guerre par une autorité législative, exécutive ou administrative d'une puissance Alliée à l'égard des droits des ressortissants ottomans en matière de propriété industrielle, littéraire ou artistique, demeureront valables et continueront à avoir leurs pleins effets. Cette stipulation s'appliquera *mutatis mutandis* aux mesures correspondantes des autorités turques prises à l'égard des droits des ressortissants d'une Puissance alliée quelconque.

ARTICLE 87.

Un délai minimum d'une année, à partir de la mise en vigueur du présent Traité, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, sera accordé aux ressortissants turcs sur le territoire de chacune des autres Puissances contractantes et aux ressortissants de ces Puissances en Turquie pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et les règlements de chaque Etat pour conserver ou obtenir les droits de propriété industrielle déjà acquis au 1^{er} août 1914 ou qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, aurait pu être acquis depuis cette date, à la suite d'une demande faite, avant la guerre ou pendant sa durée, ainsi que pour y former opposition.

Les droits de propriété industrielle qui auraient été frappés de déchéance par suite d'un défaut d'accomplissement d'un acte, d'exécution d'une formalité ou de paiement d'une taxe, seront remis en vigueur, sous la réserve toutefois, en ce qui concerne les brevets et dessins, que chaque Puissance pourra prendre les mesures qu'elle jugerait équitablement nécessaires pour la sauvegarde des droits des tiers qui auraient exploité ou employé des brevets ou des dessins pendant le temps où ils étaient frappés de déchéance.

La période comprise entre le 1^{er} août 1914 et la date de la mise en vigueur du présent Traité, n'entrera pas en ligne de compte dans le délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet ou pour l'usage de marques de fabrique ou de commerce ou de dessins, et il est convenu en outre qu'aucun brevet, marque de fabrique ou de commerce ou de dessin, qui était encore en vigueur au 1^{er} août 1914 ne pourra être frappé de déchéance ou d'annulation, du seul chef de non-exploitation ou de non-usage avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 88.

Aucune action ne pourra être intentée ni aucune revendication exercée, d'une part, par des ressortissants turcs ou par des personnes résidant ou exerçant leur industrie en Turquie et, d'autre part, par des ressortissants de Puissances alliées ou des personnes résidant ou exerçant leur industrie sur le territoire de ces Puissances, ni par les tiers auxquels ces personnes auraient cédé leur droits pendant la guerre, à raison de faits qui se seraient produits sur le territoire de l'autre partie entre la date de l'état de guerre et celle de la mise en vigueur du présent Traité et qui auraient pu être considérés comme portant atteinte à des droits de propriété

industrielle ou de propriété littéraire ou artistique ayant existé à un moment quelconque pendant la guerre ou qui seront rétablis conformément à l'article 86.

Parmi les faits ci-dessus visés, sont compris l'utilisation par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes ou par toute personne pour le compte de ces Gouvernements ou avec leur assentiment de droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, aussi bien que la vente, la mise en vente ou l'emploi de produits, appareils, articles ou objets quelconques auxquels s'appliqueraient ces droits.

ARTICLE 89.

Les contrats de licence d'exploitation de droits de propriété industrielle ou de reproduction d'œuvres littéraires ou artistiques, conclus avant l'état de guerre entre les ressortissants des Puissances alliées ou des personnes résidant sur leurs territoires ou y exerçant leur industrie, d'une part, et des ressortissants ottomans, d'autre part, seront considérés comme résiliés à dater de l'état de guerre entre la Turquie et la Puissance alliée. Mais, dans tous les cas, le bénéficiaire primitif d'un contrat de ce genre aura le droit, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, d'exiger du titulaire des droits la concession d'une nouvelle licence dont les conditions, à défaut d'entente entre les parties, seront fixées par le Tribunal Arbitral Mixte prévu à la Section V de la présente Partie. Le Tribunal pourra, s'il y a lieu, fixer alors le montant des redevances qui lui paraîtrait justifié en raison de l'utilisation des droits pendant la guerre.

ARTICLE 90.

Les habitants des territoires détachés de la Turquie en vertu du présent Traité conserveront, nonobstant cette séparation et le changement de nationalité qui en résultera, la pleine et entière jouissance en Turquie de tous les droits de propriété industrielle et de propriété littéraire et artistique, dont ils étaient titulaires, suivant la législation ottomane, au moment de ce transfert.

Les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique en vigueur sur les territoires détachés de la Turquie en vertu du présent Traité au moment de cette séparation ou qui seront rétablis ou restaurés par l'application de l'article 86, seront reconnus par l'État auquel sera transféré ledit territoire et demeureront en vigueur sur ce territoire pour la durée qui leur sera accordée suivant la législation ottomane.

ARTICLE 91.

Tout octroi de brevets d'invention ou enregistrement de marques de fabrique aussi bien que tout enregistrement de transfert ou cession de brevets ou de marques de fabrique, qui ont été dûment effectués depuis le 30 octobre 1918 par le Gouvernement impérial ottoman à Constantinople ou ailleurs, seront soumis au Gouvernement turc et enregistrés sur la demande des intéressés présentée dans un délai de trois mois à compter de la mise en vigueur du présent Traité. Cet enregistrement aura effet à compter de la date de l'enregistrement primitif.

SECTION V.

TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE.

ARTICLE 92.

Un Tribunal Arbitral Mixte sera constitué entre chacune des Puissances Alliées, d'une part, et la Turquie, d'autre part, dans le délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

Chacun de ces tribunaux sera composé de trois membres, dont deux respectivement nommés par chacun des Gouvernements intéressés, qui auront la faculté de désigner plusieurs personnes parmi lesquelles ils choisiront celle appelée à siéger, selon le cas, comme membre du Tribunal. Le Président sera nommé après accord entre les deux Gouvernements intéressés.

Au cas où cet accord ne serait pas réalisé dans le délai de deux mois à compter de la mise en vigueur du présent Traité, ledit Président sera désigné, à la demande d'un des Gouvernements intéressés, parmi les personnes ressortissant à des Puissances demeurées neutres pendant la guerre, par le Président de la Cour permanente de Justice Internationale de la Haye.

Si, dans ledit délai de deux mois, un des Gouvernements intéressés ne nomme pas le membre devant le représenter au Tribunal, il appartiendra au Conseil de la Société des Nations de procéder à la nomination de ce membre, à la demande de l'autre Gouvernement intéressé.

En cas de décès ou de démission d'un membre du Tribunal ou si un membre du Tribunal se trouve, pour une raison quelconque, dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il sera pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination, le délai de deux mois qui est prévu commençant à courir du jour du décès, de la démission ou de l'impossibilité dûment constatée.

ARTICLE 93.

Les Tribunaux Arbitraux Mixtes auront leur siège à Constantinople. Si le nombre et la nature des affaires le justifient, les Gouvernements intéressés auront la faculté de créer dans chaque Tribunal une ou plusieurs sections supplémentaires, dont le siège pourra être fixé dans tel lieu qu'il appartiendra. Chacune de ces sections sera composée d'un Vice-Président et de deux membres nommés comme il est dit à l'article 92, alinéas 2 à 5.

Chaque Gouvernement désignera un ou plusieurs agents pour le représenter devant le Tribunal.

Si, après trois ans à compter de la constitution d'un Tribunal Arbitral Mixte ou d'une de ses Sections, ce Tribunal ou cette Section n'a pas achevé ses travaux et si la Puissance sur le territoire de laquelle ledit Tribunal ou ladite Section a son siège, le demande, ce siège sera transféré hors de ce territoire.

ARTICLE 94.

Les Tribunaux Arbitraux Mixtes, créés en vertu des articles 92 et 93, jugeront les différends qui sont de leur compétence en vertu du présent Traité.

La décision de la majorité des membres sera celle du Tribunal.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de considérer les décisions des Tribunaux Arbitraux Mixtes comme définitives, et, de les rendre obligatoires pour leurs ressortissants et d'en assurer l'exécution sur leurs territoires dès que la notification des sentences leur sera parvenue, sans qu'il soit besoin d'aucune procédure d'*exequatur*.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent en outre à ce que leurs tribunaux et autorités prêtent directement aux Tribunaux Arbitraux Mixtes toute l'aide qui sera en leur pouvoir, spécialement en ce qui concerne la transmission des notifications et la réunion des preuves.

ARTICLE 95.

Les Tribunaux Arbitraux Mixtes seront guidés par la justice, l'équité et la bonne foi.

Chaque Tribunal fixera la langue à employer devant lui en prescrivant les traductions nécessaires pour assurer la parfaite intelligence des affaires; il établira les règles et les délais de la procédure à suivre devant lui. Ces règles devront observer les principes suivants :

1. La procédure comportera respectivement la production d'un mémoire et d'un contre-mémoire, avec faculté de présenter une réplique et une contre-réplique. Si l'une des parties demande à présenter ou à faire présenter des observations orales, elle y sera autorisée sous réserve de la faculté accordée, en pareil cas, à l'autre partie d'y procéder également.

2. Le Tribunal aura tout pouvoir d'ordonner des enquêtes, des productions de pièces, des expertises, de procéder à des descentes sur lieux, de requérir tous renseignements, d'entendre tous témoins et de demander à leurs parties ou à leurs représentants toutes explications verbales ou écrites.

3. Sauf stipulation contraire dans le présent Traité, aucune réclamation ne sera admise après l'expiration du délai de six mois à compter de la constitution du Tribunal, si ce n'est sur autorisation spéciale donnée par une décision dudit Tribunal et exceptionnellement justifiée par des raisons de distance ou de force majeure.

4. Il sera du devoir du Tribunal de tenir chaque semaine, sauf pendant les périodes de vacances qui n'excéderont pas huit semaines en totalité pendant l'année, le nombre d'audiences nécessaire pour assurer la prompte expédition des affaires.

5. Les jugements devront toujours être rendus au plus tard deux mois après la clôture des débats, qui comportera la mise de l'affaire au délibéré du Tribunal.

6. Les débats oraux, lorsque l'affaire en comportera, et, dans tous les cas, le prononcé des jugements auront lieu en audience publique.

7. Chaque Tribunal Arbitral Mixte aura la faculté, s'il le juge utile à la bonne expédition des affaires, de tenir une ou plusieurs audiences hors de son siège.

ARTICLE 96.

Les Gouvernements intéressés désigneront d'un commun accord un Secrétaire général pour chaque Tribunal, et lui adjoindront chacun un ou plusieurs Secrétaires.

taires. Le Secrétaire général et les Secrétaires seront sous les ordres du Tribunal qui, avec l'agrément des Gouvernements intéressés, pourra engager toutes personnes dont le concours lui serait nécessaire.

Le Secrétariat de chaque Tribunal aura ses bureaux à Constantinople; il appartiendra aux Gouvernements intéressés de créer des bureaux annexes en tel autre lieu qu'il appartiendra.

Chaque Tribunal conservera, dans son Secrétariat, les archives, pièces et documents des affaires qui lui auront été soumises et, à l'expiration de son mandat, en effectuera le dépôt dans les archives du Gouvernement où il aura eu son siège. Ces archives seront toujours ouvertes aux Gouvernements intéressés.

ARTICLE 97.

Chaque Gouvernement payera les honoraires du membre du Tribunal Arbitral Mixte qu'il nomme, ainsi que ceux de tout agent et secrétaire qu'il désignera.

Les honoraires du Président et ceux du Secrétaire général seront fixés d'accord entre les Gouvernements intéressés, et ces honoraires, ainsi que les dépenses communes du Tribunal, seront payés par moitié par les deux Gouvernements.

ARTICLE 98.

La présente Section ne sera pas applicable aux affaires qui, entre le Japon et la Turquie, seraient, d'après le présent Traité, de la compétence du Tribunal Arbitral Mixte; ces affaires seront réglées suivant accord entre les deux Gouvernements.

SECTION VI

TRAITÉS.

ARTICLE 99.

Dès la mise en vigueur du présent Traité et sans préjudice des dispositions qui y sont contenues par ailleurs, les Traités, Conventions et Accords plurilatéraux de caractère économique ou technique, énumérés ci-après entreront de nouveau en vigueur entre la Turquie et celles des autres Puissances contractantes qui y sont parties :

1^{er} Conventions du 14 mars 1884, du 1^{er} décembre 1886 et du 23 mars 1887, et Protocole de clôture du 7 juillet 1887, relatifs à la protection des câbles sous-marins;

2^o Convention du 5 juillet 1890, relative à la publication des tarifs de douane et à l'organisation d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers;

3^o Arrangement du 9 décembre 1907, relatif à la création de l'Office international d'hygiène publique à Paris;

4^o Convention du 7 juin 1905, relative à la création d'un Institut international agricole à Rome;

5^o Convention du 16 juillet 1863, relative au rachat des droits de péage sur l'Escaut;

6° Convention du 29 octobre 1888, relative à l'établissement d'un régime destiné à garantir le libre usage du Canal de Suez, — sous réserve des stipulations spéciales prévues par l'article 19 du présent Traité;

7° Conventions et Arrangements de l'Union postale universelle, y compris les Conventions et Arrangements signés à Madrid, le 30 novembre 1920;

8° Conventions télégraphiques internationales, signées à Saint-Petersbourg, le 10-22 juillet 1875; règlements et tarifs arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Lisbonne, le 11 juin 1908.

ARTICLE 100.

La Turquie s'engage à adhérer aux Conventions ou Accords énumérés ci-après ou à les ratifier :

1° Convention du 14 octobre 1909, relative à la circulation internationale des automobiles;

2° Accord du 15 mai 1886, relatif au plombage des wagons assujettis à la douane et Protocole du 18 mai 1907;

3° Convention du 23 septembre 1910, relative à l'unification de certaines règles en matière d'abordage, d'assistance et de sauvetage maritimes;

4° Convention du 21 décembre 1904, relative à l'exemption pour les bâtiments hospitaliers des droits et taxes dans les ports;

5° Conventions du 18 mai 1904, du 4 mai 1910 et du 30 septembre 1921 relatives à la répression de la traite des femmes;

6° Convention du 4 mai 1910, relative à la suppression des publications pornographiques;

7° Convention sanitaire du 17 janvier 1912, sous réserve des articles 54, 88 et 90;

8° Conventions du 3 novembre 1881 et du 15 avril 1889, relatives aux mesures à prendre contre le phylloxéra;

9° Convention sur l'opium signée à La Haye le 23 janvier 1912 et Protocole additionnel de 1914;

10° Convention radiotélégraphie internationale du 5 juillet 1912;

11° Convention sur le régime des spiritueux en Afrique, signée à Saint-Germain-en-Lay le 10 septembre 1901;

12° Convention portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, signée à Saint-Germain-en-Lay le 10 septembre 1919;

13° Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne, — si la Turquie se voit accorder, par application du Protocole du 1^{er} mai 1920, telles dérogations que sa situation géographique rendrait nécessaires;

14° Convention du 26 septembre 1906, signée à Berne, pour interdire l'usage du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes.

La Turquie s'engage en outre à participer à l'élaboration de nouvelles conventions internationales relatives à la télégraphie et à la radiotélégraphie.

XII. PROTOCOLE

relatif à certaines concessions accordées dans l'Empire Ottoman et déclaration, signés le 24 juillet 1923.

L'Empire Britannique, la France, l'Italie, la Grèce, la Roumanie, l'État Serbe-Croate-Slovène et la Turquie étant désireux de régler, d'un commun accord, les questions relatives à certaines concessions accordées dans l'Empire ottoman.

Les soussignés, dûment autorisés, conviennent des dispositions suivantes :

SECTION I.**ARTICLE PREMIER.**

Sont maintenus les contrats de concession, ainsi que les accords subséquents y relatifs, dûment intervenus avant le 29 octobre 1914 entre le Gouvernement ottoman ou toute autorité locale d'une part, et, d'autre part, les ressortissants (y compris les sociétés) des Puissances contractantes autres que la Turquie.

ARTICLE 2.

I. Sur la demande du Gouvernement turc, seront suspendues les opérations visées aux conventions passées entre le Gouvernement ottoman et Sir W. G. Armstrong Whitworth and Co. Limited et Vickers Limited pendant les années 1913 et 1914, en ce qui concerne la constitution et la concession de la Société impériale ottomane co-intéressée des docks, arsenaux et constructions navales.

Des négociations seront ouvertes entre les deux parties, ayant pour but la modification des conditions de ces conventions, ou l'octroi d'une nouvelle concession pour une entreprise d'une importance jugée égale.

Au cas où, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du Traité de Paix en date de ce jour, un accord n'interviendrait pas entre le Gouvernement turc et lesdites sociétés, soit pour la modification des conditions desdites conventions, soit pour l'octroi d'une nouvelle concession, les sociétés sus-indiquées auront le droit de soumettre aux experts désignés conformément à l'article 5, la fixation des conditions de la nouvelle concession qui sera la compensation de la résiliation des anciennes conventions.

Il est entendu, toutefois, qu'au cas où les conditions fixées par les experts pour la nouvelle concession ne seraient pas de la convenance de l'une ou de l'autre des parties, le Gouvernement turc s'engage à verser auxdites sociétés telle indemnité que les experts jugeront équitable pour le dommage effectivement subi du fait de la résiliation de leur ancienne concession.

II. Au cas où, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du Traité de Paix en date de ce jour, la Régie générale des Chemins de fer n'aurait pas été, pour une raison quelconque, remise en possession de la concession qui lui a été donnée en 1914 pour la construction et l'exploitation du chemin de fer

Samsoun-Sivas, le Gouvernement ture s'engage à accorder à cette société, sur sa demande, une nouvelle concession à titre de compensation. A défaut d'accord sur l'équivalence de cette compensation, il appartiendra aux experts, désignés conformément à l'article 5, de déterminer, en vue de cette équivalence, l'étendue et les conditions d'exploitation de cette nouvelle concession.

Il est entendu que, si la Régie générale est remise en possession de la concession Samsoun-Sivas, cette concession sera réadaptée, conformément à la procédure d'expertise prévue par l'article 5. Au cas de compensation par une nouvelle concession, il sera également tenu compte de la faculté de réadaptation.

Au cas où les conditions de la nouvelle concession, déterminées par les experts, ne seraient pas de la convenance de l'une ou l'autre des parties, le Gouvernement ture s'engage à verser à la Société telle indemnité que les experts jugeront équitable pour les dommages effectivement subis du fait de la résiliation de la concession du chemin de fer Samsoun-Sivas et pour les dépenses effectuées par la Société pour les travaux d'étude sur place des autres sections du réseau de la Mer Noire.

La Turquie sera entièrement libérée de tout engagement envers la Société, soit par la remise de la Société en possession de la concession Samsoun-Sivas, soit par l'octroi de la nouvelle concession, soit, enfin, par le versement de l'indemnité, dans les conditions prévues ci-dessus.

ARTICLE 3.

Les sommes revenant, après règlement des comptes, à l'État ou aux bénéficiaires des contrats et accords visés aux articles 1 et 2, à raison d'une utilisation par l'État, sur son territoire actuel, de la propriété ou des services desdits bénéficiaires, seront payées conformément aux contrats ou accords existants ou, à défaut de contrats ou accords, conformément à la procédure d'expertise prévue par le présent Protocole.

ARTICLE 4.

Sous réserve des dispositions de l'article 6, les clauses de contrats et accords subséquents visés à l'article 1 seront, d'un commun accord et en ce qui concerne les deux parties, mises en conformité des conditions économiques nouvelles.

ARTICLE 5.

Faute d'entente dans le délai d'un an à compter de la mise en vigueur du Traité de Paix en date de ce jour, les parties adopteront les dispositions qui seront considérées, tant en ce qui concerne le règlement des comptes que la réadaptation des concessions, comme convenables et équitables par deux experts qu'il appartiendra aux parties de désigner dans un délai de deux mois à compter de l'expiration du délai d'un an prévu ci-dessus. En cas de désaccord, ces experts s'en référeront à un tiers expert désigné dans un délai de deux mois, par le Gouvernement ture sur une liste de trois personnes ressortissantes de pays n'ayant pas participé à la guerre de 1914-1918, liste dressée par le chef du Département Fédéral des Travaux publics suisse.

ARTICLE 6.

Les bénéficiaires de contrats de concession visés à l'article 1 qui n'auraient pas reçu, à la date de ce jour, un commencement d'application, ne pourront pas se prévaloir des dispositions du présent Protocole relatives à la réadaptation. Ces contrats pourront être résiliés sur la demande du concessionnaire présentée dans un délai de six mois à compter de la mise en vigueur du Traité de Paix en date de ce jour. En ce cas, le concessionnaire aura droit, s'il y a lieu, pour les travaux d'étude, à telle indemnité qui, à défaut d'accord entre les parties, sera considérée comme équitable par les experts prévus au présent Protocole.

ARTICLE 7.

Les accords intervenus entre le 30 octobre 1918 et le 1^{er} novembre 1922 entre le Gouvernement ottoman et les bénéficiaires des contrats et concessions visés à l'article 1, ainsi que les contrats entre particuliers, comportant transfert de concession, conclus pendant cette période, demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'ils aient reçu l'approbation du Gouvernement turc. Au cas où cette approbation ne serait pas accordée, il sera alloué, s'il y a lieu, aux concessionnaires, pour le préjudice effectivement subi, une indemnité à fixer par les experts désignés dans les conditions indiquées à l'article 5. Cette disposition ne porte pas atteinte, en ce qui concerne les contrats antérieurs au 29 octobre 1914, au droit à réadaptation prévu par le présent Protocole.

ARTICLE 8.

Les dispositions du présent Protocole ne s'appliquent pas aux accords intervenus, depuis le 25 avril 1920, entre le Gouvernement de la Grande Assemblée Nationale de Turquie et des concessionnaires.

SECTION II.

ARTICLE 9.

Dans les territoires détachés de la Turquie en vertu du Traité de Paix en date de ce jour, l'État successeur est pleinement subrogé dans les droits et charges de la Turquie vis-à-vis des ressortissants des autres Puissances contractantes et des sociétés dans lesquelles les capitaux des ressortissants desdites Puissances sont prépondérants, bénéficiaires de contrats de concession passés avant le 29 octobre 1914 avec le Gouvernement ottoman ou toute autorité locale ottomane. Il en sera de même, dans les territoires détachés de la Turquie à la suite des guerres balkaniques, en ce qui concerne les contrats de concession passés, avant la mise en vigueur du traité par lequel le transfert du territoire a été stipulé, avec le Gouvernement ottoman ou toute autorité locale ottomane. Cette subrogation aura effet à dater de la mise en vigueur du traité par lequel le transfert du territoire a été stipulé, sauf en ce qui concerne les territoires détachés par le Traité de Paix en date de ce jour, pour lesquels la subrogation aura effet à dater du 30 octobre 1918.

ARTICLE 10.

Les stipulations de la Section I du présent Protocole, à l'exception des

articles 7 et 8, seront appliquées aux contrats visés à l'article 9. L'article 3 ne s'appliquera dans les territoires détachés qu'au cas où la propriété ou les services des concessionnaires auraient été utilisés par l'État exerçant l'autorité sur ce territoire.

ARTICLE 11.

Toute société constituée conformément à la loi ottomane et fonctionnant dans des territoires détachés de la Turquie, soit à la suite des guerres balkaniques, soit en vertu du Traité de Paix en date de ce jour, et où les intérêts des ressortissants des Puissances contractantes autres que la Turquie sont prépondérants, aura, pendant cinq ans à dater de la mise en vigueur dudit Traité, la faculté de transférer ses biens, droits et intérêts à toute autre société constituée en conformité de la loi, soit de l'État exerçant l'autorité sur le territoire en question, soit de l'une des Puissances contractantes autres que la Turquie dont les ressortissants contrôlent la société précédente. La société à qui les biens, droits et intérêts auront été transférés jouira des mêmes droits et privilèges dont jouissait la société précédente, y compris ceux que lui confèrent les dispositions du présent Protocole.

ARTICLE 12.

Les dispositions de l'article 11 ne s'appliquent pas aux sociétés concessionnaires de services publics dont une partie de l'exploitation demeurerait en territoire turc.

Toutefois lesdites sociétés pourront bénéficier des dispositions des articles 11 et 13, pour les parties de leur exploitation situées en dehors de la Turquie, en transférant lesdites parties à une nouvelle société.

ARTICLE 13.

Les sociétés auxquelles seront transférés, en vertu de l'article 11, des biens, droits et intérêts de sociétés ottomanes, ne seront soumises, sur les territoires détachés de la Turquie, à aucune taxe spéciale du fait de ce transfert ou de leur constitution en vue de ce transfert, s'il n'y est fait obstacle par des conventions internationales en vigueur. Il en sera de même sur le territoire de celle des Puissances contractantes dont ces sociétés prendraient la nationalité, à moins que cette Puissance n'y fasse opposition en vertu de sa législation propre.

Fait à Lausanne, le 24 juillet 1923.

HORACE RUMBOLD.
PELLÉ.
GARRONI.
G.-C. MONTAGNA.
E.-K. VÉNISÉLOS.
D. CACLAMANOS.
CONST. DIAMANDY.
CONST. CONTZESCO.
M. ISMET.
DR. RIZA NOUR.
HASSAN.

DÉCLARATION

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent que le Gouvernement turc s'engage à appliquer les stipulations de la Section I du Protocole en date de ce jour concernant certaines concessions accordées dans l'Empire ottoman, aux sociétés Ottomanes, dans lesquelles, au 1^{er} août 1914, les capitaux des ressortissants des autres Puissances contractantes dudit Protocole étaient prépondérants.

Fait à Lausanne, le 24 juillet 1923.

M. ISMET.
RIZA NOUR.
HASSAN.

XIII. PROTOCOLE

relatif à l'accession de la Belgique et du Portugal à certaines dispositions d'actes signés à Lausanne et déclarations de ces deux Puissances concernant ladite accession, signés le 24 juillet 1923.

Les Hautes parties contractantes, signataires du Traité de Paix en date de ce jour, sont d'accord pour admettre la Belgique et le Portugal à accéder aux dispositions de la Section I de la Partie II (Clauses financières) et aux dispositions de la Partie III (Clauses économiques) dudit Traité, cette accession devant prendre effet au même moment et dans les mêmes conditions que ce Traité. Elles sont également d'accord pour admettre la Belgique à accéder, dans les mêmes conditions au Protocole en date de ce jour relatif à certaines concessions accordées dans l'Empire ottoman.

En conséquence, les Hautes Parties contractantes prennent acte des Déclarations d'accession faites aujourd'hui par les Représentants, dûment autorisés, de la Belgique et du Portugal. Déclarations à la suite desquelles, une fois entrées en vigueur, l'état de paix et les relations officielles seront, en tant que de besoin, considérés comme rétablis entre la Turquie d'une part et chacune de ces deux Puissances d'autre part.

Fait à Lausanne, le 24 juillet 1923

HORACE RUMBOLD.
PELLÉ.
GARRONI.
G. C. MONTAGNA.
K. OTCHIAÏ.
E. K. VÉNISÉLOS.
D. CACLAMANOS.
CONST. DIAMANDY.
CONST. CONTZESCO.

M. ISMET.
DR RIZA NOUR.
HASSAN.

DÉCLARATION D'ACCESSION DE LA BELGIQUE.

Le soussigné, après avoir exhibé aux Représentants des Puissances signataires du Traité de Paix en date de ce jour ses pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, déclare par les présentes accéder au nom de la Belgique aux dispositions de la Section I de la Partie II (Clauses financières) et aux dispositions de la Partie III (Clauses économiques) dudit Traité de Paix, ainsi qu'aux dispositions du Protocole en date de ce jour, relatif à certaines concessions accordées dans l'Empire ottoman.

Cette accession, qui rétablira les relations officielles, prendra effet au moment, dans les termes et dans les conditions prévus dans le Protocole en date de ce jour par lequel les Puissances signataires dudit Traité de Paix ont admis la Belgique à procéder à la présente accession.

Fait à Lausanne, le 24 juillet 1923.

FERNAND PELTZER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MEI 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der verklaring van toetreding van België tot zekere beschikkingen van het Verdrag op 24 Juli 1923 te Lausanne onderteekend.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Het Vredesverdrag, op 24 Juli 1923 te Lausanne geteekend door het Britsche Rijk, Frankrijk, Italië, Japan, Griekenland, Roemenië, den Servisch-Croatisch-Sloveenschen Staat, eenerzijds, en Turkije, anderzijds, is thans aan de bekrachtiging der belanghebbende Parlementen onderworpen.

Alhoewel de Belgische Regeering er zich in de maand November 1914 bij bepaald had de diplomatieke betrekkingen, die zij met de Ottomansche Regeering onderhield, af te breken, en ofschoon deze verbreking niet door eene oorlogsverklaring gevolgd werd, was zij van meening dat België, partij zijnde bij het Verdrag van Sèvres, (hetwelk, weliswaar, nooit werd bekrachtigd), niet mocht ophouden belang te stellen in het opmaken van het nieuwe Verdrag en dat zij zich ten minste het recht moest voorbehouden toe te treden tot de beschikkingen van het Verdrag, die in 't bijzonder voor zijne onderhoorigen van belang kunnen zijn.

Door een bijzonder Protocol werd door de Hooge Verdragsluitende Partijen, onderteekenaars van het Vredesverdrag, aan België toegelaten toe te treden tot de beschikkingen van Afdeling I van Deel II (financieele bepalingen) en tot de beschikkingen van Deel III (economische bepalingen) van gezegd Verdrag, alsmede tot het Protocol van 24 Juli 1923, betreffende zekere vergunningen in het Ottomansche Keizerrijk verleend.

De verklaring van toetreding van België werd op 24 Juli 1923 door onzen Gevolmachtigde, den heer F. Peltzer, te Lausanne onderteekend.

Volgens de bevelen des Konings, heeft de Regeering de eer het bijgaande Wetsontwerp tot goedkeuring der verklaring van toetreding van België aan de beraadslagingen van het Parlement te onderwerpen.

De Regeering des Konings is voornemens, zoodra de officieele betrek-

kingen tusschen België en Turkije hersteld zijn, in onderhandelingen te treden met de Turksche Regeering tot het sluiten van overeenkomsten bestemd om het voordeel van zekere andere bepalingen van het Verdrag van Lausanne, inzonderheid aangaande de kwesties van de vestiging en het handelsregime, tot België uit te breiden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

Deel II.**FINANCIEELE BEPALINGEN.****AFDEELING I.****OTTOMANSCH E OPENBARE SCHULD.****ARTIKEL 46.**

De Ottomansche Openbare Schuld, zooals deze bepaald is in de bij deze Afdeeling gevoegde tabel, zal in de door deze Afdeeling vastgestelde voorwaarden verdeeld worden onder Turkije, de Staten in wier voordeel grondgebieden van het Ottomansche Keizerrijk ten gevolge der Balkanoorlogen van 1912-1913 afgescheiden werden, de Staten waaraan de eilanden bedoeld in artikelen 12 en 13 van dit Verdrag en het grondgebied bedoeld door de laatste alinea van dit artikel werden toegekend, en ten slotte de nieuw opgerichte Staten op de van het Ottomansche Keizerrijk krachtens dit Verdrag afgescheiden Aziatische grondgebieden. Al de hierboven aangeduide Staten zullen bovendien in de door deze Afdeeling vastgestelde voorwaarden moeten bijdragen tot de jaarlijksche lasten verbonden aan den dienst der Ottomansche Openbare Schuld te beginnen van de door artikel 53 voorziene datums.

Te rekenen van de door artikel 53 vastgestelde datums zal Turkije op geenerlei wijze verantwoordelijk kunnen gesteld worden voor de ten laste der andere Staten gestelde bijdragen.

Het grondgebied van Thracië dat op 1 Augustus 1914 onder Ottomansche soevereiniteit stond en dat zich buiten de door artikel 2 van dit Verdrag vastgestelde grenzen van Turkije bevindt, zal, wat de verdeling der Ottomansche Openbare Schuld betreft, beschouwd worden als krachtens gezegd Verdrag van het Ottomansche Keizerrijk afgescheiden.

ARTIKEL 47.

De Raad van de Ottomansche Openbare Schuld zal, binnen den tijd van drie maanden te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag, op de grondslagen gelegd door artikelen 50 en 51 het bedrag moeten bepalen van de annuïteiten die betrekking hebben op de leeningen bedoeld in deel A van de bij deze Afdeeling gevoegde Tabel en die ten laste komen van elk der betrokken Staten en hun kennis moeten geven van dit bedrag.

Deze Staten zullen het recht hebben afgevaardigden naar Konstantinopel te zenden ten einde te dien opzichte de werkzaamheden van den Raad der Ottomansche Openbare Schuld te volgen.

De Raad van de Schuld zal de bezigheden vervullen voorzien door artikel 134 van het Vredesverdrag van 27 November 1919 met Bulgarije.

Alle geschillen die zouden kunnen ontstaan tusschen de betrokken partijen aangaande de toepassing der in dit artikel uitgedrukte beginselen zullen, ten laatste eene maand na de kennisgeving voorzien in alinea 1, onderworpen worden aan een scheidsrechter dien de Raad van den Volkenbond verzoekt zal worden aan te wijzen en die binnen ten hoogste drie maanden uitspraak zal moeten doen. Het honorarium van den scheidsrechter zal door den Raad van den Volkenbond vastgesteld worden en zoowel als de andere scheidsrechterlijke kosten, ten laste der betrokken partijen komen. De beslissingen van den scheidsrechter zullen niet voor hooger beroep vatbaar zijn. Door het verzenden der zaak naar gezegden scheidsrechter wordt de betaling der annuïteiten niet geschorst.

ARTIKEL 48.

Behalve Turkije zullen de Staten waaronder de Ottomansche Openbare Schuld, zooals deze bepaald is in Deel A van de bij deze Afdeeling gevoegde Tabel, verdeeld wordt, binnen den termijn van drie maanden te rekenen van den dag waarop hun volgens de bewoordingen van artikel 47 kennis zal zijn gegeven van het deel der in gezegd artikel bedoelde jaarlijkse lasten dat hun respectievelijk opgelegd is, aan den Raad der Schuld voldoende panden moeten verstrekken om de betaling van hun deel te waarborgen. Ingeval deze panden niet binnen den hierboven vastgestelden termijn zouden zijn gegeven, of ingeval er een geschil ontstaat over de geschiktheid der gegeven panden, zal een beroep kunnen gedaan worden op den Raad van den Volkenbond door elke Regeering die dit Verdrag onderteekend heeft.

De Raad van den Volkenbond zal het innen der als pand gegeven inkomsten kunnen toevertrouwen aan de internationale financiële inrichtingen bestaande in de landen, Turkije uitgezonderd, waaronder de Schuld verdeeld is. De beslissingen van den Raad van den Volkenbond zullen niet voor hooger beroep vatbaar zijn.

ARTIKEL 49.

Binnen den termijn van eene maand te rekenen van den dag waarop zal overgegaan zijn tot de definitieve vaststelling, overeenkomstig de bepalingen van artikel 47, van het bedrag der annuïteiten die ten laste komen van elk der betrokken Staten, zal eene commissie te Parijs bijeengeroepen worden ten einde de modaliteiten vast te stellen van de verdeling van het nominaal kapitaal van de Ottomansche Openbare Schuld, zooals deze bepaald is in Deel A van de bij deze Afdeeling gevoegde Tabel. Deze verdeling zal moeten geschieden volgens de verhoudingen aangenomen voor de verdeling der annuïteiten en rekening houdend met de bepalingen der leeningsovereenkomsten alsmede met de beschikkingen dezer Afdeeling.

De Commissie voorzien in alinea 1 zal bestaan uit een vertegenwoordiger van de Turksche Regeering, een vertegenwoordiger van den Raad der

Ottomansche Openbare Schuld, een vertegenwoordiger van de schuld buiten de Geunificeerde Schuld en de Turksche Loten, alsmede uit den vertegenwoordiger die elke der betrokken Staten het recht zal hebben aan te wijzen. Alle vragen waarover de Commissie het niet eens zou kunnen worden zullen onderworpen worden aan den scheidsrechter voorzien in artikel 47, alinea 4.

Ingeval Turkije het besluit zou nemen nieuwe titels uit te geven ter vertegenwoordiging van zijn deel, zal de verdeling van het kapitaal der Schuld in de eerste plaats geschieden, wat Turkije betreft, door een comiteit bestaande uit den vertegenwoordiger der Turksche Regeering, den vertegenwoordiger van den Raad der Ottomansche Openbare Schuld en den vertegenwoordiger van de schuld buiten de Geunificeerde Schuld en de Turksche Loten. De nieuw uitgegeven titels zullen overhandigd worden aan de Commissie, die zal zorg dragen voor de afgifte er van aan de houders in voorwaarden waardoor de ontheffing van Turkije wordt vastgesteld alsmede het recht der houders ten opzichte van de andere Staten waaraan een deel der Ottomansche Openbare Schuld ten laste komt. De titels uitgegeven ter vertegenwoordiging van het deel van elken Staat in de Ottomansche Openbare Schuld zullen op het grondgebied der Hooge Verdragsluitende Partijen vrij zijn van alle zegelrechten of andere taxen die uit deze uitgifte zouden voortspruiten.

De betaling der annuïteiten die aan elk der betrokken Staten ten laste komen zal niet uitgesteld kunnen worden tengevolge van de beschikkingen van dit artikel betreffende de verdeling van het nominaal kapitaal.

ARTIKEL 50.

De verdeling der jaarlijksche lasten bedoeld in artikel 47 en die van het nominale kapitaal der Ottomansche Openbare Schuld, waarvan sprake in artikel 49, zullen op de volgende wijze geschieden:

1^o De leeningen aangegaan vóór 17 October 1912 en de lasten daarop betrekking hebbend zullen verdeeld worden tusschen het Ottomansche Keizerrijk, zooals dit bestond ten gevolge der Balkanoorlogen van 1912-1913, de Balkanstaten ten voordeele van wie een grondgebied van het Turksche Keizerrijk werd afgescheiden als gevolg van gezegde oorlogen, en de Staten waaraan de eilanden bedoeld in artikelen 12 en 13 van dit Verdrag werden toegekend; er zal rekening worden gehouden met de territoriale wijzigingen die voorgekomen zijn sedert het in werking treden der verdragen die aan deze oorlogen een einde gesteld hebben of der latere verdragen.

2^o Het saldo der leeningen dat na deze eerste verdeling ten laste blijft van het Ottomansche Keizerrijk en het saldo der daarop betrekking hebbende annuïteiten, vermeerderd met de door gezegd Keizerrijk tusschen 17 October 1912 en 1 November 1914 gesloten leeningen, alsmede met de daarop betrekking hebbende annuïteiten zullen verdeeld worden tusschen Turkije, de nieuw in Azië gestichte Staten ten voordeele van wie een grondgebied van het Ottomansche Keizerrijk krachtens dit Verdrag werd afgescheiden, en den Staat waaraan het grondgebied bedoeld in de laatste alinea van artikel 46 van gezegd Verdrag werd toegekend.

De verdeling van het kapitaal zal voor elke leening geschieden op het bedrag van het kapitaal bestaande op den datum van het in werking treden van dit Verdrag.

ARTIKEL 51.

Het bedrag van het deel dat ten laste komt van elken belanghebbenden Staat in de jaarlijksche lasten van de Ottomansche Openbare Schuld ten gevolge van de verdeling voorzien in artikel 50, zal bepaald worden als volgt :

1^o Wat de verdeling betreft voorzien in paragraaf 1 van artikel 50, zal er eerst worden overgegaan tot het vaststellen van het deel dat ten laste komt aan het geheel der in artikelen 12 en 13 bedoelde eilanden en der van het Ottomansche Keizerrijk ten gevolge der Balkanoorlogen afgescheiden grondgebieden. Het bedrag van dit deel zal, met betrekking tot de totale som der volgens de beschikkingen van paragraaf 1 van artikel 50 te verdeelen annuïteiten, in dezelfde verhouding moeten staan als de gemiddelde totale inkomsten der bovenvermelde eilanden en grondgebieden, te zamen genomen, met betrekking tot de gemiddelde totale inkomsten van het Ottomansche Keizerrijk gedurende de boekjaren 1910-1911 en 1911-1912, met inbegrip van de opbrengst der in 1907 ingestelde douane-supertaxen.

Het aldus bepaalde bedrag zal vervolgens verdeeld worden tusschen de Staten waaraan de in de vorige alinea bedoelde grondgebieden werden toegekend en het deel, dat hierdoor ten laste van elk dezer Staten zal komen, zal, met betrekking tot het geheele onder hen verdeelde bedrag, in dezelfde verhouding moeten staan als de gemiddelde inkomsten van het aan elken Staat toegekende grondgebied met betrekking tot de gemiddelde totale inkomsten gedurende de boekjaren 1910-1911 en 1911-1912 van het geheel der tengevolge van de Balkanoorlogen van het Ottomansche Keizerrijk afgescheiden grondgebieden en der in artikelen 12 en 13 bedoelde eilanden. In de berekening der inkomsten door deze alinea voorzien zal geen rekening worden gehouden met de ontvangsten der douanen.

2^o Wat betreft de grondgebieden krachtens dit Verdrag van het Ottomansche Keizerrijk afgescheiden met inbegrip van het grondgebied bedoeld in de laatste alinea van artikel 46, zal het bedrag van het deel dat ten laste van elken betrokken Staat komt met betrekking tot de totale som der volgens de beschikkingen van paragraaf 2 van artikel 50 te verdeelen annuïteiten, in dezelfde verhouding moeten staan als de gemiddelde inkomsten van het afgescheiden grondgebied met betrekking tot de totale gemiddelde inkomsten van het Ottomansche Keizerrijk gedurende de boekjaren 1910-1911 en 1911-1912 (met inbegrip van de opbrengst der in 1907 ingestelde douane-supertaxen), verminderd met de opbrengst van de grondgebieden en eilanden bedoeld in paragraaf 1.

ARTIKEL 52.

De voorschotten voorzien in Deel B. van de bij deze afdeeling gevoegde

Tabel, zullen tusschen Turkije en de andere in artikel 46 bedoelde Staten verdeeld worden in de volgende voorwaarden :

1^o Wat betreft de in de Tabel voorziene voorschotten die op 17 Oktober 1912 bestonden, zullen het bedrag van het op den datum van het in werking treden van dit Verdrag niet terugbetaalde kapitaal, indien zulks bestaat, alsmede de intresten vervallen sedert de in alinea 1 van artikel 53 vermelde datums en de sedert deze datums verrichtte terugbetalingen, verdeeld worden volgens de beschikkingen voorzien door paragraaf 1 van artikel 50 en door paragraaf 1 van artikel 51.

2^o Wat betreft de bedragen die ten laste komen van het Ottomansche Keizerrijk ten gevolge van de eerste verdeling en de in de Tabel voorziene voorschotten die door gezegd Keizerrijk tusschen 17 October 1912 en 1^o November 1914 aangegaan werden, zullen het bedrag van het op den datum van het in werking treden van dit Verdrag niet terugbetaalde kapitaal, indien zulks bestaat, alsmede de intresten vervallen sedert 1 Maart 1920 en de sedert dien datum gedane terugbetalingen, verdeeld worden volgens de beschikkingen voorzien door paragraaf 2 van artikel 50 en van paragraaf 2 van artikel 51.

De Raad van de Ottomansche Openbare Schuld zal, binnen den termijn van drie maanden te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag af, het bedrag moeten bepalen van het deel dezer voorschotten dat ten laste valt van elk der betrokken Staten en hun dit bedrag moeten mededeelen.

De sommen ten laste gelegd van andere Staten dan Turkije zullen door gezegde Staten aan den Raad der Schuld gestort worden en door dezen laatste aan de schuldeischers betaald worden of door hem gebracht worden op het credit der Turksche Regeering tot het beloop der sommen door Turkije betaald hetzij als intresten, hetzij als terugbetalingen voor rekening van gezegde Staten.

De in de voorgaande alinea voorziene stortingen zullen geschieden in vijf gelijke annuïteiten te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag. Het deel van gezegde betalingen dat aan de schuldeischers van het Ottomansche Keizerrijk zal moeten gestort worden, zal de intresten opbrengen vastgesteld in de voorschotcontracten; het deel dat aan de Turksche Regeering toekomt zal zonder intresten gestort worden.

ARTIKEL 53.

De annuïteiten der leeningen van de Ottomansche Openbare Schuld, zooals deze bepaald is in deel A van de bij deze afdeeling gevoegde Tabel, welke verschuldigd zijn door de Staten ten voordeele van wie een grondgebied van het Ottomansche Keizerrijk afgescheiden werd ten gevolge van de Balkanoorlogen, zullen invorderbaar zijn van af het in werking treden der Verdragen, waarbij de overdracht dezer grondgebieden aan gezegde Staten bevestigd werd. Wat de in artikel 12 bedoelde eilanden betreft, zal de annuïteit invorderbaar zijn te beginnen van 1/14 November 1913 en wat de in artikel 15 bedoelde eilanden betreft, zal de annuïteit invorderbaar zijn te beginnen van 17 October 1912.

De annuïteiten verschuldigd door de Staten nieuw gesticht op de krachtens dit Verdrag van het Ottomansche Keizerrijk afgescheiden Aziatische grondgebieden en door den Staat waaraan het grondgebied bedoeld in de laatste alinea van artikel 46 werd toegekend, zullen invorderbaar zijn te rekenen van 1 Maart 1920.

ARTIKEL 54.

De Schatkistbons van 1911, 1912 en 1913 opgesomd in deel A van de bij deze Afdeling gevoegde Tabel, zullen met de vastgestelde intresten terugbetaald worden binnen den termijn van tien jaar te rekenen van de datums van terugbetaling door de contracten vastgesteld.

ARTIKEL 55.

De in artikel 46 bedoelde Staten, met inbegrip van Turkije, zullen bij den Raad der Ottomansche Openbare Schuld het bedrag storten van de annuïteiten betrekking hebbend op het deel van de Ottomansche Openbare Schuld, zooals deze bepaald is in deel A van de bij deze Afdeling gevoegde Tabel, en die, te hunnen laste komend en invorderbaar geworden zijnde te beginnen van de in artikel 53 vastgestelde datums, onbetaald zijn gebleven. Deze betaling zal geschieden zonder intresten door middel van twintig gelijke annuïteiten te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag.

Het bedrag der annuïteiten door de Staten behalve Turkije gestort bij den Raad der Schuld, zal door dezen laatste, tot het beloop der door Turkije voor rekening van gezegde Staten betaalde sommen, in mindering gebracht worden van de achterstallige sommen welke Turkije nog zou schuldig zijn.

ARTIKEL 56.

De Raad van Beheer van de Ottomansche Openbare Schuld zal geen afgevaardigden der Duitsche, Oostenrijksche en Hongaarsche houders meer bevatten.

ARTIKEL 57.

Op het grondgebied der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen de termijnen voor de aanbidding der intrestkoepons betrekking hebbende op de leeningen en voorschotten van de Ottomansche Openbare Schuld en op de Ottomansche leeningen van 1855, 1891 en 1894 gewaarborgd door de belasting van Egypte, en de termijnen van aanbidding der titels van gezegde leeningen uitgekomen bij de trekkingen gedaan met het oog op hunne terugbetaling, beschouwd worden als zijnde geschorst geweest van 29 October 1914 af tot aan het verstrijken van drie maanden na het in werking treden van dit Verdrag.

AANHANGSEL BIJ AFDEELING I.

Tabel der Ottomansche Openbare Schuld vóór 1 November 1914.

DEEL A.

Leening.	Datum van het contract.	Intrest.	Periode van aflossing.	Bank van uitgifte.
1	2	3	4	5
Geunificeerde Schuld.	1-14 9 1903-8-21 6 1906.	P.C. 4	—	
Turksche Loten	5 1 1870.	—	—	
Osmanié	18-30 4 1890.	4	1931	Keizerlijke Ottomansche Bank.
Prioriteit Tombac	26 4-8 5 1893.	4	1954	Keizerlijke Ottomansche Bank.
40,000,000 fr. Oostersche Spoorwegen.	1-13 3 1894.	4	1957	Deutsche Bank en haar groep met inbegrip van de Inter- nationale bank en twee Fran- sche banken.
5 t. h. 1896.	29 2-13 3 1896.	5	1946	Keizerlijke Ottomansche Bank.
Douanen 1902	17-29 5 1886-28 9-11 10 1902.	4	1958	Keizerlijke Ottomansche Bank.
4 t. h. 1903. Visscherijen	3 10 1888-21 2-6 3 1903.	4	1958	Deutsche Bank.
Bagdad, Reeks I	20 2-5 3 1903.	4	2001	Deutsche Bank.
4 t. h. 1904	4-17 9 1903.	4	1960	Keizerlijke Ottomansche Bank.
4 t. h. 1901-1905.	21 11-4 12 1901-6 11 1903-25 4-8 5 1905.	4	1961	Keizerlijke Ottomansche Bank.
Tedjblzat-Askerie	4-17 4 1905.	4	1961	Deutsche Bank.
Bagdad, Reeks II	20 5-2 6 1908.	4	2006	Deutsche Bank.
Bagdad, Reeks III	20 5-2 6 1908.	4	2010	Deutsche Bank.
4 t. h. 1908	6-19 9 1908.	4	1965	Keizerlijke Ottomansche Bank.
4 t. h. 1909	30 9-13 10 1909.	4	1950	Keizerlijke Ottomansche Bank.
Soma-Panderma	20 11-3 12 1910.	4	1992	Keizerlijke Ottomansche Bank.
Hodeida-Sanaa	24 2-9 3 1911.	4	2000	Fransche Bank.
Douanen 1911	27 10-9 11 1910.	4	1952	Deutsche Bank en haar groep.
Bewatering der Koniahylakte.	5-18 11 1913.	—	1932	
Dokken, arsenalen en scheeps- timmerwerven.	19 11-2 12 1913.	5,50	1943	
5 t. h. 1914	13-26 4 1914.	5	(1962)	Keizerlijke Ottomansche Bank.
Voorschot Tabakregie	4 8 1913.	—	—	
Schatkistbons 5 t. h. 1911 (aankoop van oorlogssche- pen).	13 7 1911.	5	1916*	Nationale Bank van Turkije.
Schatkistbons, Keizerlijke Ot- tomansche Bank, 1912	8-21 11 1912.	6	1915*	Keizerlijke Ottomansche Bank.
Schatkistbons, 1913, met in- begrip der rechtstreeks uit- gegeven bons.	19 1-1 2 1913.	5	1918*	Perier en C ^{ie} .

*) Zie artikel 54.

DEEL B.

Voorschotten.	Datum van het contract.	Intrest.	Oorspronkelijk nominaal kapitaal. Turksche ponden.
		P. C.	
Maatschappij van Bagdad	3/16 Juni 1908	7	300,000
Beheer der vuurtorens	5/18 Augustus 1904.	8	55,000
» » 	5/18 Juli 1907.	7	300,000
Maatschappij van den Kabel Constanza .	27/9 October 1904.	4	17,335
Maatschappij van den Tunnel	—	—	3,000
Weezenkas	Verschillende data.	—	153,147
Deutsche Bank	13/26 Augustus 1912.	5,5	33,000
Beheer der vuurtorens	3/16 April 1913.	7	500,000
Maatschappij van den Spoorweg van Anatolië	23/5 Maart 1914.	6	200,000

Deel III

ECONOMISCHE BEPALINGEN

ARTIKEL 64.

In dit Deel heeft de uitdrukking « Geallieerde Mogendheden » betrekking op de Verdragsluitende Mogendheden behalve Turkije; de termen « geallieerde onderhoorigen » omvatten de lichamelijke personen, de vennootschappen, verenigingen en instellingen, onderhoorig aan de Verdragsluitende Mogendheden behalve Turkije, of aan een Staat of grondgebied onder het protectoraat van een der gezegde Mogendheden.

De bepalingen van dit Deel betreffende de « geallieerde onderhoorigen » zullen ten goede komen aan de personen die, zonder de nationaliteit van de Geallieerde Mogendheden te bezitten, om reden van de bescherming waarvan zij in feite het voorwerp vanwege deze Mogendheden waren, dezelfde behandeling als de geallieerde onderhoorigen van de Ottomansche overheden ondervonden en, uit dien hoofde, schade geleden hebben.

AFDEELING I

GOEDEREN, RECHTEN EN BELANGEN

ARTIKEL 65.

De goederen, rechten en belangen, die nog bestaan en geïdentificeerd zullen kunnen worden op de op datum van het in werking treden van dit

Verdrag Turksch gebleven grondgebieden, en die toebehooren aan personen die op 29 October 1914, geallieerde onderhoorigen waren, zullen onmiddellijk aan de rechthebbenden teruggegeven worden, in den staat waarin zij zich bevinden.

Omgekeerd zullen de goederen, rechten en belangen, die nog bestaan en geïdentificeerd zullen kunnen worden op de grondgebieden staande op 29 October 1914 onder de souvereiniteit of het protectoraat der Geallieerde Mogendheden, of op grondgebieden afgescheiden van het Ottomansche Keizerrijk ten gevolge der Balkanoorlogen en thans staande onder de souvereiniteit van gezegde Mogendheden, en die toebehooren aan Turksche onderhoorigen, onmiddellijk aan de rechthebbenden teruggegeven worden, in den staat waarin zij zich bevinden. Hetzelfde zal geschieden met de goederen, rechten en belangen die toebehooren aan Turksche onderhoorigen op de grondgebieden afgescheiden van het Ottomansche Keizerrijk krachtens dit Verdrag en die vanwege de overheden der geallieerde Mogendheden het voorwerp zouden geweest zijn van vereffeningen of van om het even welke andere buitengewone maatregelen.

Alle goederen, rechten en belangen, die gelegen zijn op een krachtens dit Verdrag van het Ottomansche Keizerrijk afgescheiden grondgebied en die, na het voorwerp te hebben uitgemaakt van een buitengewonen oorlogsmaatregel door de Ottomansche Regeering, thans in het bezit zijn van de Verdragssluitende Mogendheid welke dit gebied onder haar gezag heeft, en die geïdentificeerd kunnen worden, zullen aan hun wettigen eigenaar teruggegeven worden, in den staat waarin zij zich bevinden. Dat zal eveneens het geval zijn met de onroerende goederen, die vereffend zouden geweest zijn door de Verdragssluitende Mogendheid welke gezegd gebied onder haar gezag heeft. Alle andere eischen tusschen particulieren zullen aan de bevoegde plaatselijke rechtsmacht onderworpen worden.

Alle geschillen betreffende de identiteit of de teruggave der opgeëischte goederen zullen onderworpen worden aan het Gemengd Scheidsgerecht voorzien in Afdeeling V van dit Deel.

ARTIKEL 66.

Voor de uitvoering der beschikkingen van artikel 65, alinea's 1 en 2, zullen de Hooge Verdragssluitende Partijen, door middel van de snelste procedure, de rechthebbenden in het bezit stellen van hunne goederen, rechten en belangen, vrij van de lasten of erfdiensbaarheden waarmede deze zonder de toestemming van gezegde rechthebbenden zouden belast geweest zijn. De Regeering der Mogendheid die de teruggave doet, zal moeten voorzien in de schadeloosstelling der derden die rechtstreeks of onrechtstreeks van gezegde Regeering goederen, rechten of belangen zouden verworven hebben en die zich door deze teruggave benadeeld zouden bevinden. De geschillen die zich betreffende deze schadeloosstelling kunnen voordoen, zullen tot de bevoegdheid der rechtbanken van gemeen recht behooren.

In al de andere gevallen, zullen de benadeelde derden tegen wie het naar rechten behoort moeten optreden om schadeloos gesteld te worden.

Te dien einde zullen alle handelingen van beschikking of andere buitengewone oorlogsmaatregelen waartoe de Hooge Verdragsluitende Partijen zouden overgegaan zijn ten opzichte van vijandelijke goederen, rechten en belangen, onmiddellijk opgeheven en gestuit worden wanneer het eene nog niet geëindigde vereffening betreft. De opeischende eigenaars zullen voldoening verkrijgen door de onverwijldte teruggave van hunne goederen, rechten en belangen, zoodra deze geïdentificeerd zullen zijn.

Ingeval goederen, rechten en belangen, waarvan de teruggave door artikel 63 voorzien is, op den datum der onderteekening van dit Verdrag door de overheden van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, reeds vereffend zouden geweest zijn, zal deze laatste zich bevrijd bevinden van de verplichting gezegde goederen, rechten en belangen terug te geven, door de opbrengst der vereffening aan den eigenaar uit te betalen.

Ingeval, op aanvraag van den eigenaar, het Gemengd Scheidsgerecht voorzien in Afdeeling V zou oordeelen dat de vereffening niet geschied is in voorwaarden die het verkrijgen van een rechtmatigen prijs verzekeren, zal dit gerecht, bij gebrek aan overeenkomst tusschen de partijen, de opbrengst der vereffening kunnen verhoogen met de som die het rechtvaardig zal oordeelen. Gezegde goederen, rechten en belangen zullen teruggegeven worden indien de betaling niet gedaan wordt binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de overeenkomst met den eigenaar of van het besluit van het hierboven bedoeld Gemengd Scheidsgerecht.

ARTIKEL 67.

Griekenland, Roemenië, de Servisch-Kroatisch-Sloveensche Staat eenerzijds en Turkije anderzijds, verbinden zich wederkeerig, zoowel door geschikte bestuurlijke maatregelen als door de levering van alle desbetreffende stukken, de opzoeking op hun grondgebied en de teruggave te vergemakkelijken der weggevoerde meubelstukken van allen aard, in beslag genomen of gesequestreerd door hunne legers of hunne besturen op het grondgebied van Turkije of respectievelijk op het grondgebied van Griekenland, Roemenië en den Servisch-Kroatisch-Sloveenschen Staat en die zich thans op dit gebied bevinden.

De opzoeking en de teruggave zullen eveneens geschieden voor de bovenbedoelde voorwerpen, in beslag genomen of gesequestreerd door de Duitsche, Oostenrijksch-Hongaarsche of Bulgaarsche legers en besturen, op het grondgebied van Griekenland, Roemenië of den Servisch-Kroatisch-Sloveenschen Staat, en die aan Turkije of aan zijne onderhoorigen zouden toegekend geweest zijn, alsook voor de voorwerpen, in beslag genomen of gesequestreerd door de Grieksche, Roemeensche of Servische legers op het grondgebied van Turkije en die aan Griekenland, Roemenië of den Servisch-Kroatisch-Sloveenschen Staat of aan hunne onderhoorigen zouden toegekend geweest zijn.

De aanvragen betreffende deze opzoekingen en teruggaven zullen ingediend worden binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van het van kracht worden van dit Verdrag.

ARTIKEL 68.

De schulden voortvloeiend uit contracten die, in de door het Grieksche leger in Turkije bezette streken, gesloten werden tusschen de Helleensche overheden en besturen, eenerzijds, en de Turksche onderhoorigen, anderzijds, zullen door de Helleensche Regeering betaald worden in de voorwaarden voorzien door gezegde contracten.

ARTIKEL 69.

Op de geallieerde onderhoorigen of op hunne goederen zal, voor boekjaren vroeger dan het boekjaar 1922-1923, geen enkele belasting, taxe of supertaxe geïnd worden, waaraan, krachtens den rechts oestand dien zij op 1 Augustus 1914 genoten, de geallieerde onderhoorigen en hunne goederen niet onderworpen waren.

Ingeval sommen zouden geïnd geweest zijn na den 15^{en} Mei 1923 voor boekjaren vroeger dan het boekjaar 1922-1923, zal het bedrag daarvan terugbetaald worden aan de rechthebbenden zoodra dit Verdrag in werking treedt.

Geen enkel verhaal zal kunnen uitgeoefend worden voor de sommen die vóór den 1^{en} Mei 1923 geïnd werden.

ARTIKEL 70.

De aanvragen gegrond op artikels 65, 66 en 69 zullen ingediend moeten worden bij de bevoegde overheden binnen den termijn van zes maanden, en, bij gebrek aan overeenkomst, bij het Gemengd Scheidsgerecht binnen den termijn van twaalf maanden te beginnen van het van kracht worden van dit Verdrag.

ARTIKEL 71.

Gezien het feit dat het Britsche Rijk, Frankrijk, Italië, Roumenië en de Servisch-Kroatisch-Sloveensche Staat, of hunne onderhoorigen, vóór 29 October 1914, eischen of rechtsvorderingen hebben ingediend bij de Ottomansche Regeering betreffende hunne goederen, rechten en belangen, zullen de beschikkingen van deze Afdeeling geenszins afbreuk doen aan deze eischen of rechtsvorderingen. Dit zal eveneens het geval zijn voor de eischen of rechtsvorderingen ingediend bij de Britsche, Fransche, Italiaansche, Roemeensche en Servisch-Kroatisch-Sloveensche Regeeringen door de Ottomansche Regeering of hare onderhoorigen. Deze eischen of rechtsvorderingen zullen in dezelfde voorwaarden voortgezet worden bij de Turksche Regeering en bij de andere in dit artikel bedoelde Regeeringen, evenwel rekening houdend met de afschaffing der Capitulaties.

ARTIKEL 72.

In de krachtens dit Verdrag Turksch blijvende gebieden, zullen de goederen, rechten en belangen toebehoorend aan Duitschland, Oostenrijk, Hongarije en Bulgarije of aan hunne onderhoorigen, die het voorwerp zouden hebben uitgemaakt, vóór het van kracht worden van dit Verdrag, van inbeslagneming of inbezitting vanwege de Geallieerde Regeeringen, in het bezit van deze laatsten blijven tot na het sluiten van vergelijken tusschen deze Regeeringen en de Duitsche, Oostenrijksche, Hongaarsche en Bulgaarsche Regeeringen of hunne belanghebbende onderhoorigen. Indien deze goederen, rechten en belangen het voorwerp van vereffeningen hebben uitgemaakt, worden deze vereffeningen bekrachtigd.

In de krachtens dit Verdrag van Turkije afgescheiden grondgebieden, zullen de Regeeringen die er het gezag uitoefenen, binnen den termijn van één jaar te rekenen van het van kracht worden van dit Verdrag, de goederen, rechten en belangen toebehoorend aan Duitschland, Oostenrijk, Hongarije en Bulgarije of aan hunne onderhoorigen, mogen vereffenen.

De opbrengst der vereffeningen, hetzij zij reeds of nog niet geschied zijn, zal gestort worden aan de Commissie van Herstel ingesteld door het Vredesverdrag gesloten met den betrokken Staat, indien de vereffende goederen het eigendom zijn van den Duitschen, Oostenrijkschen, Hongaarschen of Bulgaarschen Staat. Zij zal rechtstreeks aan de eigenaars gestort worden indien de vereffende goederen privaateigendom zijn.

De beschikkingen van dit Artikel zijn niet van toepassing op de Ottomansche naamlooze vennootschappen.

De Turksche Regeering zal in geenen deele verantwoordelijk zijn voor de door dit artikel bedoelde maatregelen.

AFDEELING II.

CONTRACTEN EN VERJARINGEN.

ARTIKEL 73.

Blijven van kracht, onder voorbehoud der beschikkingen die ze bevatten alsook der bepalingen van dit Verdrag, de contracten behoorend tot de hieronder aangeduide categoriën, die gesloten werden tusschen partijen welke naderhand vijanden geworden zijn volgens de bepaling in artikel 82 opgenomen, en wel vóór den in gezegd artikel vastgestelden datum :

a) De contracten die tot voorwerp hebben den verkoop van onroerende goederen, zelfs wanneer de verkoop zelf nog niet regelmatig verwezenlijkt werd, indien de levering in feite plaats gehad heeft vóór den datum waarop de partijen luidens artikel 82 vijanden geworden zijn ;

b) de huurcontracten, verhuringen en beloften van verhuring aangaande tusschen particulieren ;

c) de contracten gesloten tusschen particulieren aangaande de exploitatie van mijnen, wouden of landbouwgoederen ;

- d) de hypotheek-, pand- en waarborgcontracten ;
- e) de contracten betreffende de oprichting van vennootschappen, zonder dat deze bepaling toepasselijk zij op de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam die, volgens de wet die ze beheerscht, geene rechtspersoonlijkheid vormen afgezonderd van deze der partijen (partnerships) ;
- f) de contracten, wat ook hun voorwerp weze, gesloten tusschen particulieren of vennootschappen en den Staat, de provinciën, gemeentebesturen of andere dergelijke bestuurlijke rechtspersonen ;
- g) de contracten aangaande het familiestatut ;
- h) de contracten betreffende schenkingen of begiftigingen van om het even welken aard.

Dit artikel zal niet mogen ingeroepen worden om aan zekere contracten eene andere beteekenis te geven dan deze welke zij door zich zelf hadden toen zij gesloten werden.

Het zal niet van toepassing zijn op vergunningscontracten.

ARTIKEL 74.

De verzekeringscontracten worden beheerscht door de beschikkingen voorzien door het Aanhangsel bij deze Afdeeling.

ARTIKEL 75.

De andere contracten dan deze welke in artikels 73 en 74 opgesomd zijn of dan vergunningscontracten, gesloten tusschen personen die later vijanden geworden zijn, zullen beschouwd worden als zijnde vernietigd geworden van den datum af waarop de partijen vijanden geworden zijn.

Nochtans zal iedere partij bij het contract er de uitvoering van mogen vorderen tot na afloop van een termijn van drie maanden, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag, op voorwaarde aan de andere partij, indien noodig, eene vergoeding te storten overeenkomend met het verschil tusschen de voorwaarden op het oogenblik waarop het verdrag gesloten werd en de voorwaarden op het oogenblik waarop zijne instandhouding gevorderd wordt. Deze vergoeding zal, bij gebrek aan overeenkomst tusschen de partijen, door het Gemengd Scheidsgerecht vastgesteld worden.

ARTIKEL 76.

Wordt bevestigd de geldigheid van alle schikkingen die vóór het in werking treden van dit Verdrag gesloten werden tusschen onderhoorigen der Verdragssluitende Mogendheden, die partijen zijn bij de contracten vermeld in artikels 15 tot 75, en die inzonderheid als voorwerp hebben de vernietiging, het handhaven, de wijze van uitvoering of de wijziging dezer contracten, met inbegrip der overeenkomsten betreffende de betalingsmunt of den wisselkoers.

ARTIKEL 77.

Blijven van kracht en onderworpen aan het gemeen recht de contracten die tusschen geallieerde en Turksche onderhoorigen na 30 October 1918 gesloten werden.

Blijven eveneens van kracht en onderworpen aan het gemeen recht de contracten die in behoorlijken vorm gesloten werden met de Regeering van Konstantinopel na 30 October 1918 en tot 16 Maart 1920.

Alle contracten en overeenkomsten die na 16 Maart 1920 in behoorlijken vorm gesloten werden met de Regeering van Konstantinopel, en die betrekking hebben op de gebieden welke onder het werkelijk gezag van vermelde Regeering gebleven zijn, zullen onderworpen worden aan de goedkeuring der Groote Nationale Vergadering van Turkije op aanvraag van de belanghebbenden ingediend binnen een tijdperk van drie maanden, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag.

De betalingen die krachtens deze contracten gedaan werden, zullen behoorlijk op het credit gebracht worden der partij die ze zou gedaan hebben.

Ingeval de goedkeuring niet zou gegeven worden, zal de belanghebbende partij desnoods recht hebben op eene vergoeding gelijkstaande met de rechtstreeksche schade die werkelijk geleden werd en die, bij gebrek aan eene minnelijke schikking, door het Gemengd Scheidsgerecht zal vastgesteld worden.

De beschikkingen van dit artikel zijn niet toepasselijk op vergunningscontracten noch op vergunningsoverdrachten.

ARTIKEL 78.

Al de geschillen die reeds bestaan of die zouden kunnen ontstaan vóór afloop van den hieronder voorzienen termijn van zes maanden, aangaande andere contracten dan vergunningscontracten gesloten tusschen partijen welke later vijanden geworden zijn, zullen geslecht worden door het Gemengd Scheidsgerecht, uitgezonderd de geschillen die, bij toepassing van de wetten der onzijdige Mogendheden, zouden vallen onder de bevoegdheid van de nationale rechtbanken dezer Mogendheden.

In dit laatste geval, zullen deze geschillen geslecht worden door deze nationale rechtbanken met uitsluiting van het Gemengd Scheidsgerecht. De klachten aangaande geschillen die, krachtens dit Artikel, onder de bevoegdheid van het Gemengd Scheidsgerecht vallen, zullen moeten ingediend worden bij gezegde rechtbank binnen een tijdperk van zes maanden te rekenen van den datum van de instelling dezer Rechtbank.

Na afloop van dezen termijn, zullen de geschillen die niet zouden onderworpen geweest zijn aan het Gemengd Scheidsgerecht, geregeld worden door de bevoegde rechtbanken volgens het gemeen recht.

De beschikkingen van dit artikel zijn niet van toepassing, wanneer al de partijen bij het contract gedurende den oorlog in hetzelfde land verbleven en aldaar vrij over hunnen persoon en hunne goederen beschikten; ook

niet, wanneer het gaat over een geschil aangaande hetwelk door eene bevoegde rechtbank een vonnis uitgesproken werd vóór den datum waarop de partijen vijanden geworden zijn.

ARTIKEL 79.

Op het grondgebied der Hooge Verdragsluitende Partijen, in de betrekkingen tusschen vijanden, zullen alle om 't even welke termijnen van verjaring, verval of uitsluiting van rechtspleging, hetzij zij beginnen te loopen zijn vóór het begin van den oorlog of daarna, beschouwd worden als zijnde opgeschorst geworden van den 29^a oktober 1914 af tot na verloop van drie maanden, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag.

Deze beschikking is namelijk van toepassing op de termijnen van aanbieding van interestbriefjes en van dividendbewijzen, en van aanbieding, voor terugbetaling, van waarden die bij de trekking uitgekomen of te elken anderen titel terugbetaalbaar zijn.

Wat Roemenië betreft, zullen de hierboven aangegeven termijnen beschouwd worden als zijnde opgeschorst van den 27^a Augustus 1916 af.

ARTIKEL 80.

In de betrekkingen tusschen vijanden zal geen enkel handelseffect in omloop gebracht vóór den oorlog als nietig beschouwd worden alleenlijk omdat het niet binnen de vereischte termijnen voor aanneming of betaling aangeboden werd, noch omdat geen bericht van niet-aanneming of van niet-betaling aan de trekkers of rugteekenaars gegeven werd, noch uit hoofde van gebrek van protest, noch voor gebrek van vervulling van eenige formaliteit tijdens den oorlog.

Indien de tijdruimte binnen dewelke een handelseffect zou moeten aangeboden geweest zijn voor aanneming of betaling of binnen dewelke het bericht van niet-aanneming of van niet-betaling aan de trekkers of de rugteekenaars zou moeten gegeven geweest zijn, of binnen dewelke het effect zou moeten geprotesteerd geweest zijn, tijdens den oorlog vervallen is, en indien de partij die het effect zou moeten aanbieden of protesteeren hebben of bericht geven aan het niet-aannemen of niet-betalen, het niet gedaan heeft tijdens den oorlog, zal zij na het in werking treden van dit Verdrag ten minste drie maanden hebben om het effect aan te bieden, bericht van niet-aanneming of niet-betaling te geven of protest op te maken.

ARTIKEL 81.

De verkoopen gedaan gedurende den oorlog voor het te gelde maken van panden of hypotheeken die vóór den oorlog gevestigd geweest waren en die invorderbaar geworden schulden waarborgden, zullen als verworven aanzien worden zelfs wanneer de tot de verwittiging van den schuldenaar noodige formaliteiten niet konden vervuld worden en onder uitdrukkelijk

voorbehoud van het recht van gezegden schuldenaar om den schuldeischer vóór het Gemengd Scheidsgerecht te dagvaarden voor rekening en verantwoording op straf van schadevergoeding.

De Rechtbank zal als opdracht hebben de rekeningen tusschen de partijen aan te zuiveren, te onderzoeken in welke voorwaarden het goed dat in pand of als hypotheek gegeven werd, verkocht geweest is, en de vergoeding voor de schade, die de schuldenaar zou ondergaan hebben ten gevolge van den verkoop, aan den schuldeischer op te leggen, indien deze te kwader trouw gehandeld heeft, of indien hij niet alles gedaan heeft wat in zijne macht stond om het overgaan tot den verkoop te vermijden, of ten einde dezen te doen geschieden in voorwaarden die het verkrijgen van eenen billijken prijs verzekerden.

Deze beschikking zal slechts van toepassing zijn tusschen vijanden en zal zich niet uitstrekken tot de hierboven vermelde operaties die na 1 Mei 1923 zouden plaats gehad hebben.

ARTIKEL 82.

In den zin van deze Afdeeling, zullen de personen die partijen zijn bij een contract, als vijanden beschouwd worden van den datum af waarop de handel tusschen hen werkelijk onmogelijk zal geworden zijn of, krachtens wetten, verordeningen of reglementen waaraan eene dezer partijen onderworpen was, verboden of onwettig zal geworden zijn.

In afwijking van artikelen 73 tot 75, 79 en 80, zullen onderworpen worden aan het gemeen recht de contracten gesloten op het grondgebied van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen tusschen vijandelijke personen (maatschappijen inbegrepen) of hunne agenten, indien dit grondgebied vijandelijk land was voor eene der verdragsluitende partijen die er gedurende den oorlog gebleven is en er vrij over zijnen persoon en zijne goederen kon beschikken.

ARTIKEL 83.

De beschikkingen dezer Afdeeling zullen niet toegepast worden tusschen Japan en Turkije en de aangelegenheden die er het voorwerp van uitmaken zullen, in elk dezer twee landen, volgens de plaatselijke wetgeving geregeld worden.

AANHANGSEL.

I. — LEVENSVZERKERINGEN.

§ 1.

De levensverzekeringscontracten gesloten tusschen eenen verzekeraar en eenen persoon die daarna vijand geworden is, zullen niet als vernietigd beschouwd worden uit hoofde van het beginnen der vijandelijkheden of omdat de persoon vijand geworden is.

Elke verzekerde som die gedurende den oorlog werkelijk eischbaar geworden is luidens een contract dat, krachtens de voorgaande alinea, niet als nietig aangezien wordt, zal na den oorlog invorderbaar zijn. Deze som zal vermeerderd worden met de interesten aan 5 t. h. per jaar van den dag harer eischbaarheid af tot den dag der betaling.

Indien het contract vervallen is tijdens den oorlog, uit hoofde van het niet betalen der premiën of indien het zonder uitwetsel geworden is ten gevolge der niet vervulling van de bepalingen van het contract, zullen de verzekerde of zijne vertegenwoordigers of rechthebbenden gemachtigd zijn op elk oogenblik, gedurende twaalf maanden, te rekenen van den dag van het in werking treden van dit Verdrag, van den verzekeraar de waarde van terugkoop der polis op den dag van het vervallen van het contract of van zijne nietigverklaring te vorderen, vermeerderd met de interesten aan 5 t. h. per jaar.

De Turksche onderhoorigen, wier levensverzekeringscontracten ondertee-kend vóór 29 October 1914, vernietigd of verminderd werden vóór het sluiten van dit Verdrag wegens niet-betaling der premiën, overeenkomstig de beschikkingen van vermelde contracten, zullen gemachtigd zijn gedurende een tijdperk van drie maanden, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag, en indien zij alsdan in leven zijn, hunne polissen voor het geheele bedrag van het verzekerd kapitaal te herstellen.

Te dien einde zullen zij, na eerst voor den geneesheer der Maatschappij een door dezen als voldoende geoordeeld geneeskundig onderzoek te hebben ondergaan, de achterstallige premiën vermeerderd met den samengestelden interest aan 5 t. h. moeten storten.

§ 2.

Het is wel verstaan dat de levensverzekeringscontracten, gesloten in eene andere munt dan het Turksche pond, aangegaan vóór 29 October 1914, tusschen maatschappijen die thans onderhoorigen zijn eener Geallieerde Mogendheid en Turksche onderhoorigen, en waarvoor premiën betaald

werden vóór en na 18 November 1915, of zelfs enkel vóór dezen datum, zullen worden geregeld :

1^o Voor het tijdperk dat den 18^{en} November 1915 voorafgaat, door het vaststellen der rechten van den verzekerde, overeenkomstig de algemeene voorwaarden der polis, in de in het contract bepaalde munt, zooals zij gangbaar is in het land waaruit zij herkomstig is (zoo, bij voorbeeld, zal elke som bepaald in franken, in franken-goud, of in werkelijke franken, in Fransche franken betaald worden);

2^o Voor het tijdperk na 18 November 1915, in Turksche ponden papier — het pond berekend aan de waarde *a pari* van vóór den oorlog.

Indien de Turksche onderhoorigen wier contracten gesloten zijn in eene andere munt dan de Turksche munt, bewijzen dat zij sedert 18 November 1915 de betaling hunner premiën voortgezet hebben in de munt die in de contracten bepaald is, zullen gezegde contracten geregeld worden in dezelfde munt, zooals zij gangbaar is in het land waar zij uitgegeven is, zelfs voor het tijdperk na 18 November 1915.

De Turksche onderhoorigen wier contracten, gesloten vóór 29 October 1914 in eene andere munt dan de Turksche munt, met maatschappijen die tegenwoordig onderhoorigen zijn van eene Geallieerde Mogendheid, nog van kracht zijn ten gevolge van de betaling der premiën, zullen het recht hebben, gedurende een tijdperk van drie maanden, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag, hunne polissen voor het volle bedrag van het kapitaal te herstellen in de munt die in hun contract bepaald is, zooals zij gangbaar is in het land waar zij uitgegeven werd. Te dien einde zullen zij in deze munt de premiën moeten storten die sedert 18 November 1915 vervallen zijn. Daarentegen zullen de premiën die werkelijk door hen van dezen datum af in Turksche ponden papier gestort werden, hun in dezelfde munt terugbetaald worden.

§ 3.

Wat de verzekeringen betreft die in Turksche ponden gesloten werden, zal de regeling in Turksche ponden papier geschieden.

§ 4.

De beschikkingen van paragrafen 2 en 3 zullen niet toepasselijk zijn op de verzekerden die door eene uitdrukkelijke overeenkomst reeds met de verzekeringsmaatschappijen de valorisatie van hunne polissen en de wijze van betaling van hunne premiën geregeld zullen hebben, noch op de verzekerden wier polissen voor goed zullen geregeld zijn op den datum van het in werking treden van dit Verdrag.

§ 5.

Voor de toepassing der voorafgaande paragrafen zullen worden beschouwd als levensverzekeringscontracten, de verzekeringscontracten die gegrond zijn op de waarschijnlijkheden van het menschelijk leven in verbinding met den rentevoet, voor de berekening der wederzijdsche verbintenissen der twee partijen.

II. — ZEEVERZEKERINGEN.

§ 6.

Worden niet als vernietigd beschouwd, onder voorbehoud van de beschikkingen die ze bevatten, de zeeverzekeringscontracten, ingeval het risico begonnen was te loopen eer de partijen vijanden geworden waren en op voorwaarde dat zij niet als voorwerp hebben rampen te dekken die voortspruiten uit oorlogsdaden uitgevoerd door de Mogendheid waarvan de verzekeraar onderhoorige is of door de verbondenen van deze Mogendheid.

III. — VERZEKERINGEN
TEGEN BRAND EN ANDERE VERZEKERINGEN.

§ 7.

Worden niet beschouwd als vernietigd, onder het voorbehoud vermeld in de voorafgaande paragraaf, de contracten van verzekering tegen brand alsook alle andere verzekeringscontracten.

AFDEELING III.

SCHULDEN.

ARTIKEL 84.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zijn het eens om te erkennen dat de schulden die invorderbaar waren vóór den oorlog of invorderbaar geworden zijn gedurende den oorlog, krachtens contracten vóór den oorlog gesloten, en die ten gevolge van den oorlog onbetaald zijn gebleven, moeten geregeld en betaald worden in de voorwaarden door de contracten voorzien en in de overeengekomen munt, zooals deze gangbaar is in het land waar zij uitgegeven is.

Onverminderd de beschikkingen van het Aanhangsel bij Afdeeling II van dit Deel, is het verstaan dat ingeval betalingen, die krachtens een vóóroorlogsch contract moeten gedaan worden, sommen zouden vertegenwoordigen die gedurende den oorlog geheel of gedeeltelijk geïnd werden in eene andere munt dan deze aangeduid in gezegd contract, deze betalingen zullen mogen geschieden door het storten, in de munt waarin zij ontvangen werden, van de werkelijk ontvangen sommen. Deze beschikking zal geen afbreuk doen aan de eventueele tegenstrijdige bepalingen, die vóór het in werking treden van dit Verdrag, in der minne tusschen de betrokken partijen zouden tot stand gekomen zijn.

ARTIKEL 85.

De Ottomansche Openbare Schuld wordt, door een eenstemmig besluit, buiten deze Afdeeling en de andere Afdeelingen van dit deel (Economische Bepalingen) gelaten.

AFDEELING IV.

INDUSTRIEELE, LETTERKUNDIGE OF KUNSTEIGENDOM.

ARTIKEL 86.

Behoudens de bepalingen van dit Verdrag, zullen de rechten aangaande den industrieelen, letterkundigen of kunsteigendom, zooals die rechten op 1 Augustus 1914 bestonden overeenkomstig de wetten van elk der Verdragssluitende landen, weder ingesteld of hersteld worden te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag in de grondgebieden van de Hooge Verdragssluitende Partijen, ten bate der personen die er het genot van hadden op het oogenblik waarop de staat van oorlog is begonnen te bestaan, of ten bate van hunne rechthebbenden. Evenzoo, de rechten die, hadde de oorlog niet plaats gehad, gedurende den oorlogstijd hadden kunnen verworven worden, als gevolg op eene wettige aanvraag gedaan voor de bescherming van den nijverheidseigendom of van de uitgaaf van een letterkundig werk of kunstwerk, zullen erkend en hersteld worden ten bate der personen die op zulke rechten zouden kunnen aanspraak maken, te beginnen van het in werking treden van dit Verdrag.

Onverminderd de rechten die krachtens vooraangaande beschikking moeten hersteld worden, zullen alle handelingen (met inbegrip van het verleenen van vergunningen) gedaan krachtens bijzondere maatregelen die tijdens den oorlog door eene wetgevende, uitvoerende of bestuurlijke macht van eene Geallieerde Mogendheid zouden genomen geweest zijn ten opzichte der rechten van Turksche onderhoorigen in zake industrieelen, letterkundigen of kunsteigendom, geldig blijven en hunne volle uitwerking blijven behouden.

Deze bepaling zal *mutatis mutandis* van toepassing zijn op de overeenstemmende maatregelen door de Turksche overheden genomen ten opzichte der rechten van onderhoorigen eener om 't even welke Geallieerde Mogendheid.

ARTIKEL 87.

Een minimum-termijn van een jaar, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag, zonder surtaxe noch boete van welken aard ook, zal aan de Turksche onderhoorigen op het grondgebied van elk der andere Verdragssluitende Mogendheden en aan de onderhoorigen dezer Mogendheden in Turkije verleend worden, om alle handelingen uit te voeren, alle formaliteiten te vervullen, alle taxen te betalen en, in 't algemeen, aan alle door de wetten en reglementen van elken Staat voorgeschreven verplichtingen te voldoen om de rechten van industrieelen eigendom die reeds op 1 Augustus 1914 verworven waren, of die, hadde de oorlog niet plaats gegrepen, sedert dien datum hadden kunnen verworven worden, ingevolge eene vóór den oorlog of gedurende den oorlog gedane aanvraag, te behouden of te verkrijgen of om er verzet tegen in te brengen.

De rechten van industrieelen eigendom die zouden vervallen verklaard geweest zijn ten gevolge van gebrek aan vervulling eener handeling, uitvoering eener formaliteit of betaling eener taxe, zullen terug in werking gesteld worden, met dit voorbehoud echter, wat de brevetten en teekeningen betreft, dat elke Mogendheid de maatregelen zal mogen nemen, die zij rechtvaardigerwijze noodig zou achten voor het vrijwaren der rechten van derde personen die brevetten of teekeningen zouden uitgebaat of gebruikt hebben gedurende den tijd dat ze vervallen waren.

De tijd vervat tusschen 1 Augustus 1914 en den datum van het in werking treden van dit Verdrag zal niet medegerekend worden in den termijn voorzien voor het in uitbating stellen van een brevet of voor het gebruik van fabrieks- of handelsmerken of van teekeningen, en buitendien is het aangenomen, dat geen enkel brevet, fabrieks- of handelsmerk of teekening, die nog van kracht was op 1 Augustus 1914, vervallen of nietig zal mogen verklaard worden alleenlijk uit hoofde van gebrek van uitbating of gebruik voor het verloop van een termijn van twee jaar te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag.

ARTIKEL 88.

Geene rechtsvordering zal mogen ingespannen noch eenige eisch gesteld worden, eenerzijds, door Turksche onderhoorigen of door personen die in Turkije verblijven of er hunne nijverheid uitoefenen en, anderzijds, door onderhoorigen der Geallieerde Mogendheden of door personen die op het grondgebied van die Mogendheden verblijven of er hunne nijverheid uitoefenen, noch door derde personen waaraan die personen gedurende den oorlog hunne rechten zouden afgestaan hebben, voor feiten die op het grondgebied der andere Partij zouden gebeurd zijn tusschen den datum van den staat van oorlog en dien van het in werking treden van dit Verdrag, en die zouden kunnen beschouwd worden als inbreuk makende op rechten van industrieelen, letterkundigen of kunsteigendom die op om het even welk oogenblik gedurende den oorlog bestaan hebben of die in overeenstemming met artikel 86 zullen hersteld worden.

Onder de hierboven bedoelde feiten is begrepen het gebruik door de Regeeringen der Hooge Verdragsluitende Partijen of door om het even welken persoon voor Rekening van deze Regeeringen of met hunne toestemming van de rechten van industrieelen, letterkundigen of kunsteigendom zoowel als de verkoop, de tekoopstelling of het gebruik van producten, toestellen, artikels of om het even welke voorwerpen waarop deze rechten betrekking zouden hebben.

ARTIKEL 89.

De contracten van vergunning van uitbating van rechten van industrieelen eigendom of van reproductie van letterkundige of kunstwerken, die vóór den staat van oorlog gesloten werden tusschen onderhoorigen van de Geallieerde Mogendheden of personen die op hun grondgebied wonen of er

hunne nijverheid uitoefenen eenerzijds, en de Turksche onderhoorigen, anderzijds, zullen als vervallen beschouwd worden van den datum af van den staat van oorlog tusschen Turkije en de Geallieerde Mogendheid. Doch, in elk geval, zal de eerste bezitter van een contract van dien aard het recht hebben, binnen een termijn van zes maanden na het in werking treden van onderhavig Verdrag, van den houder der rechten het toestaan van eene nieuwe vergunning te eischen waarvan de voorwaarden, bij gebrek van verstandhouding tusschen de partijen, vastgesteld zullen worden door het Gemengd Scheidsgerecht voorzien in Afdeeling V van dit Deel. Dit Gerecht zal, in voorkomend geval, het bedrag vaststellen waarvan de betaling naar zijne meening billijk is om reden van het gebruik dat gedurende den oorlog van de rechten gemaakt werd.

ARTIKEL 90.

De inwoners van de krachtens dit Verdrag van Turkije afgescheiden grondgebieden zullen, ondanks deze scheiding en de verandering van nationaliteit die er zal uit voortvloeien, in Turkije het volle en geheele genot blijven behouden van alle rechten van industrieelen, letterkundigen en kunsteigendom waarvan zij, volgens de Turksche wetten, houders waren op het oogenblik van die scheiding.

De rechten van industrieelen, letterkundigen en kunsteigendom die in de krachtens dit Verdrag van Turkije afgescheiden grondgebieden van kracht waren op het oogenblik van deze afscheiding, of die weder-ingesteld of hersteld zullen worden bij toepassing van artikel 86, zullen erkend worden door den Staat waaraan gezegd grondgebied zal overgedragen worden en zullen op dit grondgebied van kracht blijven voor den duur, die er volgens de Turksche wetten aan verleend zal worden.

ARTIKEL 91.

Elke verleening van uitvindingsbrevetten of inschrijving van fabrieksmerken zoowel als elke inschrijving van overdracht of afstand van brevetten of fabrieksmerken die door de Keizerlijke Ottomansche Regeering te Konstantinopel of elders sedert 30 October 1918 behoorlijk gedaan werden, zullen aan de Turksche Regeering worden onderworpen en ingeschreven worden op aanvraag van de belanghebbenden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag. Deze inschrijving zal te rekenen van den datum der eerste inschrijving van kracht zijn.

AFDEELING V.

GEMENGD SCHEIDSGERECHT

ARTIKEL 92.

Een gemengd scheidsgerecht zal ingesteld worden tusschen elke der Geallieerde Mogendheden aan den eenen en Turkije aan den anderen kant

binnen den termijn van drie maanden te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag.

Ieder dezer gerechten zal samengesteld zijn uit drie leden waarvan er twee onderscheidenlijk zullen benoemd worden door elke der betrokken Regeeringen die het recht zullen hebben verscheidene personen aan te wijzen tusschen dewelke zij den persoon zullen kiezen die geroepen is om, volgens de gevallen, als lid van het Gerecht te zetelen. De Voorzitter zal gekozen worden na akkoord tusschen beide belanghebbende Regeeringen.

Ingeval dit akkoord binnen den termijn van twee maanden, te rekenen van het in werking treden van dit Verdrag niet tot stand zou gekomen zijn, zal gezegde Voorzitter, op aanvraag van eene der betrokken Regeeringen, aangewezen worden onder de personen die onderhoorigen zijn van gedurende den oorlog onzijdig gebleven Mogendheden, door den Voorzitter van het Bestendig Hof van Internationale Justitie te 's Gravenhage.

Indien, binnen gezegden termijn van twee maanden, eene der betrokken Regeeringen het lid niet benoemt dat haar bij het Scheidsgerecht moet vertegenwoordigen, zal de Raad van den Volkenbond tot de benoeming van bedoeld lid moeten overgaan op aanvraag van de andere betrokken Regeering.

In geval van overlijden of ontslag van een lid van het Gerecht of indien een lid van het Gerecht zich om eenige reden in de onmogelijkheid bevindt zijn ambt waar te nemen, zal er voor zijne vervanging gezorgd worden volgens de voor zijne benoeming vastgestelde wijze, de voorzien termijn van twee maanden beginnende te loopen van den dag af van het overlijden, het ontslag of de behoorlijk vastgestelde onmogelijkheid.

ARTIKEL 93.

De Gemengde Scheidsgerechten zullen hunnen zetel te Konstantinopel hebben. Indien het aantal en de aard der gedingen zulks rechtvaardigen, zullen de betrokken Regeeringen in elke Rechtbank eene of meer onderafdeelingen mogen tot stand brengen, waarvan de zetel zal kunnen gevestigd worden in zulke plaats als noodig zal zijn.

Elk dezer afdeelingen zal samengesteld zijn uit eenen Ondervoorzitter en twee leden benoemd zooals gezegd in artikel 92, alinea's 2 en 3.

Elke Regeering zal één of meer agenten aanwijzen om haar bij het Gerecht te vertegenwoordigen.

Indien, na drie jaar te rekenen van de instelling van een Gemengd Scheidsgerecht of van een zijner Afdeelingen, bedoeld Gerecht of bedoelde Afdeeling hare werkzaamheden niet geëindigd heeft, en indien de Mogendheid op wier grondgebied zich de zetel van gezegd Gerecht of gezegde Afdeeling bevindt, zulks aanvraagt, zal deze zetel buiten dat grondgebied verplaatst worden.

ARTIKEL 94.

De Gemengde Scheidsgerechten, ingesteld krachtens artikels 92 en 93,

zullen over de geschillen oordeelen, die krachtens dit Verdrag tot hunne bevoegdheid behooren.

De beslissing genomen door de meerderheid der leden zal die van het Gerecht zijn.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen de uitspraken van de Gemengde Scheidsgerechten als onherroepelijk te beschouwen en ze voor hunne onderhoorigen verplichtend te maken en de uitvoering der uitspraken op hunne grondgebieden te verzekeren, zoodra er hun kennis van gegeven werd, zonder dat eenige proceduur van uitvoerbaarverklaring noodig is.

De Hooge Verdragsluitende Partijen gaan daarenboven de verbintenis aan dat hunne gerechten en overheden aan de Gemengde Scheidsgerechten rechtstreeks zooveel hulp zullen verleenen als in hunne macht is, inzonderheid wat betreft het overmaken der kennisgevingen en het bijebrengen der bewijzen.

ARTIKEL 98.

De Gemengde Scheidsgerechten zullen zich laten leiden door rechtvaardigheid, billijkheid en goede trouw.

Elke Rechtbank zal de vóór haar te gebruiken taal vaststellen, mits de vertalingen voor te schrijven die noodzakelijk zijn om een volkomen begrip der zaken te verzekeren; zij zal de regels en de termijnen der vóór haar te volgen rechtspleging vaststellen. Deze regels moeten de navolgende beginselen huldigen :

1^o De rechtspleging zal onderscheidenlijk de indiening van een memorie en een tegenmemorie omvatten met het recht eene repliek en een tegenreplik voor te brengen. Indien een der partijen vraagt om mondelinge opmerkingen voor te dragen of te doen voordragen, zal zij daartoe gemachtigd worden onder voorbehoud dat, in dergelijk geval, aan de andere partij het recht verleend wordt eveneens daar toe over te gaan.

2^o De Rechtbank zal alle macht hebben om een onderzoek te bevelen, stukken te doen overleggen, een deskundig onderzoek te verordenen, tot een onderzoek ter plaatse over te gaan, alle inlichtingen te vorderen, alle getuigen te verhooren en aan de partijen of hunne vertegenwoordigers alle mondelinge of schriftelijke uitleggingen te vragen.

3^o Tenzij dit Verdrag het anders bepaalt, zal er geene enkele klacht aangenomen worden na verloop van een termijn van zes maanden te rekenen van de samenstelling van de Rechtbank, tenzij met bijzondere toelating gegeven door een besluit van gezegde Rechtbank en bij wijze van uitzondering gerechtvaardigd om redenen van afstand of van overmacht.

4^o De Rechtbank zal verplicht zijn om elke week, behalve gedurende de verloftijden, die in hun geheel geene acht weken per jaar mogen te boven gaan, het noodige aantal terechtzittingen te houden om eene spoedige afdoening der zaken te verzekeren.

5^o De vonnissen zullen steeds moeten uitgesproken worden ten laatste twee maanden na het sluiten der debatten, waardoor de zaak aan de beraadslaging der Rechtbank onderworpen wordt.

6° De mondelinge debatten, wanneer de zaak deze meebrengt en, in ieder geval, de uitspraak van de vonnissen zullen in openbare zitting geschieden.

7° Elk Gemengd Scheidsgerecht zal het recht hebben, indien zulks voor eene goede afdoening der zaken noodig geacht wordt, eene of meer zittingen buiten zijnen zetel te houden.

ARTIKEL 96.

De betrokken Regeeringen zullen in gemeen overleg eenen Algemeenen Secretaris voor elke Rechtbank benoemen en hem elk een of meer secretarissen toevoegen. De Algemeene Secretaris en de Secretarissen zullen onder de bevelen staan van de Rechtbank die, met de goedkeuring van de betrokken Regeeringen, alle personen zal mogen aanwerven wier medewerking zij noodig zou hebben.

Het Secretariaat van elke Rechtbank zal zijne bureelen te Konstantinopel hebben; de betrokken Regeeringen zullen bijgevoegde bureelen inrichten in elke andere plaats waar het noodig zal zijn.

Elke Rechtbank zal op haar Secretariaat de archieven, stukken en documenten bewaren van de zaken die haar onderworpen werden en zal, na verloop van haar mandaat, bedoelde stukken neerleggen in het archief van de Regeering van het land waar zij haar zetel gehad heeft. De betrokken Regeeringen zullen tot deze archieven steeds vrijen toegang hebben.

ARTIKEL 97.

Elke Regeering betaalt het honorarium van het door haar benoemde lid van het Gemengd Scheidsgerecht, alsook van elken door haar aangewezen agent of secretaris.

Het honorarium van den Voorzitter en van den Algemeenen Secretaris zal in gemeen overleg tusschen de betrokken Regeeringen vastgesteld worden, en deze honoraria, evenals de gemeene uitgaven van het Gerecht, zullen door beide Regeeringen bij helften betaald worden.

ARTIKEL 98.

Deze afdeeling zal niet van toepassing zijn op de zaken die, tusschen Japan en Turkije, krachtens dit Verdrag tot de bevoegdheid van het Gemengd Scheidsgerecht zouden behooren; deze zaken zullen door overeenkomst tusschen deze beide Regeeringen geregeld worden.

AFDEELING VI.

VERDRAGEN.

ARTIKEL 99.

Te beginnen van het in werking treden van dit Verdrag en onverminderd

de beschikkingen die er elders in voorkomen, zullen de meerzijdige Verdragen, Overeenkomsten en Schikkingen van economischen of technischen aard, hierna opgesomd, opnieuw van kracht worden tusschen Turkije en deze der andere Verdragsluitende Mogendheden die er partijen bij zijn :

1^o Overeenkomsten van 14 Maart 1884, 1 December 1886 en 23 Maart 1887 en Slotprotocol van 7 Juli 1887, aangaande de bescherming der onderzeesche kabels ;

2^o Overeenkomst van 5 Juli 1890, aangaande de bekendmaking van de tollarieven en de inrichting van eene Internationale Vereeniging voor de bekendmaking der tollarieven ;

3^o Schikking van 9 December 1907, aangaande de stichting van eenen Internationalen Dienst voor Volksgezondheid te Parijs ;

4^o Overeenkomst van 7 Juni 1905 aangaande de oprichting van een Internationaal Landbouwgesticht te Rome ;

5^o Overeenkomst van 16 Juli 1863 aangaande den afkoop van de tolrechten op de Schelde ;

6^o Overeenkomst van 29 October 1888 aangaande de vaststelling van een stelsel tot waarborging van het vrij gebruik van het Kanaal van Suez, — onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen voorzien bij artikel 19 van dit Verdrag ;

7^o Overeenkomsten en Schikkingen van de Wereldpostvereeniging met inbegrip van de Overeenkomsten en Schikkingen geteekend te Madrid, den 30^{en} November 1920 ;

8^o Internationale telegrafische Overeenkomsten, geteekend te St-Petersburg den 10/22 Juli 1875 ;

Reglementen en tarieven vastgesteld door de Internationale telegrafische Conferentie van Lissabon, op 11 Juni 1908.

ARTIKEL 100.

Turkije verbindt zich tot de hieronder opgesomde Overeenkomsten of Schikkingen toe te treden of ze te bekrachtigen :

1^o Overeenkomst van 11 October 1909 aangaande het internationaal automobieler verkeer ;

2^o Schikking van 15 Mei 1886 aangaande het plombeeren der aan de douane onderworpen spoorwagens en Protocol van 18 Mei 1907 ;

3^o Overeenkomst van 23 September 1910, aangaande de eenmaking van zekere regels in zake aanvaring, hulp en redding op zee ;

4^o Overeenkomst van 21 December 1904, aangaande het vrijstellen der hospitaalschepen van de betaling der rechten en taxen in de havens ;

5^o Overeenkomsten van 18 Mei 1904, 4 Mei 1910 en 30 September 1921, aangaande de onderdrukking van den handel in vrouwen ;

6^o Overeenkomst van 4 Mei 1910 aangaande de vernietiging van onzedelijke uitgaven ;

7^o Gezondheidsovereenkomst van 17 Januari 1912 onder voorbehoud van artikels 54, 88 en 90 ;

8^o Overeenkomsten van 3 November 1881 en van 15 April 1889 aangaande de voorzorgsmaatregelen tegen de phylloxera ;

9^o Overeenkomst aangaande de Opium geteekend te 's Gravenhage den 23^o Januari 1912 en toegevoegd Protocol van 1914 ;

10^o Internationale radiotelegrafische overeenkomst van 5 Juli 1912 ;

11^o Overeenkomst aangaande het regiem der geestrijke dranken in Afrika, geteekend te Saint-Germain-en-Laye den 10^o September 1919 ;

12^o Overeenkomst houdende herziening van de Algemeene Akte van Berlijn van 26 Februari 1885 en van de Algemeene Akte en de Verklaring van Brussel van 2 Juli 1890, geteekend te Saint-Germain-en-Laye den 10^o September 1919 ;

13^o Overeenkomst van 13 October 1919 tot reglementeering der Luchtvaart, indien Turkije, bij toepassing van het Protocol van 1 Mei 1920, zich zulke afwijkingen ziet verleenen als door zijne geografische ligging zouden vereischt zijn ;

14^o Overeenkomst van 26 September 1906, geteekend te Bern om het gebruik te verbieden van witten phosphoor bij de vervaardiging van zwavelstokjes.

Turkije gaat daarenboven de verbintenis aan mede te werken aan het ontstaan van nieuwe internationale overeenkomsten betreffende de telegrafie en de radiotelegrafie.

XII. PROTOCOL

betreffende zekere vergunningen verleend in het Ottomansche Rijk, en verklaring onderteeekend, den 24^o Juli 1923.

Het Britsche Rijk, Frankrijk, Italië, Griekenland, Roemenië, de Servisch-Kroatisch-Sloveensche Staat en Turkije, wenshende in gemeen overleg de aangelegenheden betreffende zekere vergunningen in het Ottomansche Rijk verleend, te regelen.

Komen de ondergeteekenden, behoorlijk gemachtigd, over de volgende beschikkingen overeen :

AFDEELING I.

ARTIKEL 1.

Worden behouden, de vergunningcontracten alsmede de nakomende overeenkomsten die er betrekking op hebben, behoorlijk gesloten vóór 29 October 1914 tusschen de Ottomansche Regeering of elke plaatselijke overheid eenrzijs, en, anderzijs, de onderhoorigen (met inbegrip der maatschappijen) der Verdragsluitende Mogendheden, behalve Turkije.

ARTIKEL 2.

I. — Zullen op aanvraag der Turksche Regeering geschorst worden, de verichtingen beoogd in de overeenkomsten gesloten tusschen de Ottomansche

Regeering en Sir W. G. Armstrong Whitworth and C^o Limited en Vickers Limited, gedurende de jaren 1913 en 1914, wat betreft de oprichting en de vergunning der medebelanghebbende Keizerlijke Ottomansche Maatschappij der dokken, arsenalen en scheepstimmerwerven.

Er zullen tussehen beide partijen besprekingen aangeknoopt worden met het doel de voorwaarden dezer overeenkomsten te wijzigen of eene nieuwe vergunning te verleenen voor eene onderneming beschouwd als zijnde van gelijk belang.

Ingeval er binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van het in werking treden van het Vredesverdrag op datum van heden, geen akkoord zou tot stand komen tussehen de Turksche Regeering en gezegde Maatschappijen, hetzij voor de wijziging der voorwaarden van gezegde overeenkomsten, hetzij voor het verleenen eener nieuwe vergunning, zullen bovenvermelde Maatschappijen het recht hebben de vaststelling der voorwaarden van de nieuwe vergunning, die de schadeloosstelling zal zijn voor de vernietiging der oude overeenkomsten, te onderwerpen aan de overeenkomstig artikel 5 aangewezen deskundigen.

Het is evenwel verstaan dat, ingeval de voorwaarden vastgesteld door de deskundigen voor de nieuwe vergunning, aan de eene of de andere der partijen niet zouden bevallen, de Turksche Regeering de verplichting aangaat aan gezegde Maatschappijen de vergoeding te storten die de deskundigen billijk zullen oordeelen voor de schade welke zij werkelijk geleden hebben uit hoofde van de vernietiging hunner vroegere vergunning.

II. — Ingeval de Algemeene Regie der Spoorwegen, binnen een termijn van zes maanden te rekenen van het in werking stellen van het Vredesverdrag op datum van heden, om de eene of andere reden niet terug in het bezit zou gesteld zijn der vergunning die haar in 1914 voor het aanleggen en het exploiteeren van den spoorweg Samsoen-Sivas verleend werd, verbindt de Turksche Regeering zich aan deze Maatschappij, op hare aanvraag, eene nieuwe vergunning als schadeloosstelling te verleenen. Bij gebrek aan eensgezindheid over de gelijkwaardigheid dezer schadeloosstelling, zullen de overeenkomstig artikel 5 aangewezen deskundigen, met het oog op deze gelijkwaardigheid, den omvang en de voorwaarden van exploitatie dezer nieuwe vergunning dienen vast te stellen.

Het is verstaan dat, ingeval de Algemeene Regie terug in het bezit gesteld wordt der vergunning Samsoen-Sivas, deze vergunning weder aangepast zal worden, overeenkomstig de door artikel 5 voor expertise voorziene regelen. In geval van vergoeding door eene nieuwe vergunning, zal er eveneens rekening gehouden worden met het recht tot wederaanpassing.

Ingeval de voorwaarden der nieuwe vergunning, vastgesteld door de deskundigen, niet zouden bevallen aan de eene of de andere der partijen, verbindt de Turksche Regeering zich aan de Maatschappij de vergoeding te betalen die de deskundigen billijk zullen oordeelen voor de schade werkelijk geleden uit hoofde van de vernietiging der vergunning van den spoorweg Samsoen-Sivas, en voor de uitgaven die de Maatschappij gedaan heeft voor het bestudeeren ter plaatse der andere afdeelingen van het spoorwegnet der Zwarte Zee.

Turkije zal volledig vrijgesteld zijn van elke verbintenis tegenover de Maatschappij, hetzij door de teruggave der vergunning Samsoen-Sivas aan de Maatschappij, hetzij door het verleenen der nieuwe vergunning, hetzij, eindelijk, door het storten der vergoeding in de hierboven voorziene voorwaarden.

ARTIKEL 3.

De sommen toekomend, na afsluiting der rekeningen, aan den Staat of aan de genietters der contracten en overeenkomsten bedoeld in artikelen 1 en 2, uit hoofde van gebruik door den Staat, op zijn huidig grondgebied, van het eigendom of van de diensten van gezegde genietters, zullen betaald worden overeenkomstig de bestaande contracten of overeenkomsten of, bij ontstentenis van contracten of overeenkomsten, overeenkomstig de door dit Protocol voor expertise voorziene regelen.

ARTIKEL 4.

Onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 6, zullen de bepalingen der navolgende contracten en overeenkomsten bedoeld in artikel 1, in gemeen overleg en voor zooveel beide partijen betreft, in overeenstemming gebracht worden met de nieuwe economische toestanden.

ARTIKEL 5.

Bij gebrek van overeenkomst binnen den termijn van een jaar te rekenen van het in werking stellen van het Vredesverdrag op datum van heden, zullen de partijen de maatregelen nemen die, zoowel wat de afsluiting der rekeningen als de wederaanpassing der vergunningen betreft, als behoorlijk en rechtmatig zullen beschouwd worden door twee deskundigen die de partijen zullen dienen aan te wijzen binnen een tijd van twee maanden te rekenen van het verloopen van den hierboven voorzienen termijn van een jaar. In geval van oneenigheid, zullen deze deskundigen zich beroepen op een derden deskundige aangewezen binnen de twee maanden door de Turksche Regeering, op eene lijst van drie personen die onderhoorigen zijn van landen die niet aan den oorlog van 1914-1918 deelgenomen hebben, welke lijst opgemaakt zal worden door het hoofd van het Zwitsersch Bondsdepartement van Openbare Werken.

ARTIKEL 6.

De genietters van vergunningscontracten beoogd in artikel 1 welke op datum van heden geen begin van toepassing gekregen hebben, mogen zich niet beroepen op de beschikkingen van dit Protocol betreffende de wederaanpassing.

Deze contracten zullen kunnen vernietigd worden op aanvraag van den vergunninghouder ingediend binnen een termijn van zes maanden te rekenen van het in werking stellen van het Vredesverdrag op datum van heden.

In dit geval zal de vergunninghouder, voor de studiewerken, desnoods recht hebben op eene zoodanige vergoeding als, bij gebrek aan eensgezindheid tusschen de partijen, door de in dit Protocol voorziene deskundigen als rechtmatig zal beschouwd worden.

ARTIKEL 7.

De overeenkomsten gesloten tusschen 30 Oktober 1918 en 1 November 1922 tusschen de Ottomansche Regeering en de genieters der contracten en overeenkomsten bedoeld in artikel 1, almede de contracten tusschen particulieren, behelzende eene overdracht van vergunning, gesloten gedurende dit tijdperk, zullen van kracht blijven totdat zij de goedkeuring der Turksche regeering zullen ontvangen hebben. Ingeval deze goedkeuring niet zou verleend worden, zal er desnoods aan de vergunninghouders, voor de werkelijk geleden schade, eene vergoeding toegekend worden vast te stellen door de deskundigen aangewezen in de door artikel 5 opgegeven voorwaarden. Deze beschikking maakt geene inbreuk, wat betreft de vóór 29 Oktober 1914 gesloten contracten op het recht op wederaanpassing voorzien door dit Protocol.

ARTIKEL 8.

De beschikkingen van dit Protocol zijn niet van toepassing op de overeenkomsten die sedert 25 April 1920 tusschen de Regeering der Groote Nationale Vergadering van Turkije en vergunninghouders gesloten werden.

AFDEELING II.

ARTIKEL 9.

In de grondgebieden die, krachtens het Vredesverdrag op datum van heden, van Turkije afgescheiden zijn treedt de opvolgende Staat volledig in de rechten en plichten van Turkije tegenover de onderhoorigen der andere Verdragsluitende Mogendheden en tegenover de maatschappijen waarin de kapitalen der onderhoorigen van gezegde Mogendheden overwegend zijn, in zooverre deze onderhoorigen en maatschappijen genieters zijn van vergunningscontracten aangegaan vóór 29 Oktober 1914 met de Ottomansche Regeering of met elke plaatselijke Ottomansche overheid. Hetzelfde zal gelden in de grondgebieden die ten gevolge der Balkan-oorlogen van Turkije afgescheiden werden, wat betreft de vergunningscontracten aangegaan, vóór het in werking treden van het verdrag waarbij de overdracht van het grondgebied bepaald werd, met de Ottomansche Regeering of met elke plaatselijke Ottomansche overheid. Deze plaatsvervangende zal van kracht worden te rekenen van het in werking treden van het verdrag waarbij de overdracht van het grondgebied bepaald werd, uitgenomen wat betreft de grondgebieden afgescheiden door het Vredesverdrag op datum van heden, voor dewelke de plaatsvervangende van kracht zal worden te rekenen van 30 Oktober 1918.

ARTIKEL 10.

De bepalingen van Afdeling I van dit Protocol, artikelen 7 en 8 uitgesloten, zullen toegepast worden op de contracten beoogd in artikel 9. Artikel 3 zal in de afgescheiden grondgebieden slechts toegepast worden ingeval het eigendom of de diensten der vergunninghouders zouden gebruikt geworden zijn door den Staat die over dit grondgebied het gezag voert.

ARTIKEL 11.

Elke maatschappij opgericht overeenkomstig de Ottomansche wet en die haar werking uitoefent op de grondgebieden die van Turkije werden afgescheiden, hetzij ten gevolge der Balkanoorlogen, hetzij krachtens het Vredesverdrag op datum van heden, en waar de belangen van de onderhoorigen der andere Verdragsluitende Mogendheden dan Turkije overwegend zijn, zal gedurende vijf jaar, te rekenen van het in werking treden van gezegd Verdrag, het recht hebben hare goederen, rechten en belangen over te dragen aan elke andere Maatschappij opgericht overeenkomstig de wet hetzij van den Staat die het gezag voert over het grondgebied waarvan sprake, hetzij van eene der andere Verdragsluitende Mogendheden dan Turkije wier onderhoorigen over de voorgaande maatschappij toezicht uitoefenen. De Maatschappij waaraan de goederen, rechten en belangen werden overgedragen, zal dezelfde rechten en voorrechten genieten als deze welke de voorgaande maatschappij genoot, met inbegrip van deze welke haar door de beschikkingen van dit Protocol toegekend worden.

ARTIKEL 12.

De beschikkingen van artikel 11 zijn niet van toepassing op maatschappijen die de vergunning hebben van openbare diensten waarvan een gedeelte der exploitatie op Turksch grondgebied zou blijven.

Evenwel zullen gezegde maatschappijen, voor de gedeelten hunner exploitatie die buiten Turkije gelegen zijn, het voordeel der beschikkingen van artikelen 11 en 13 kunnen genieten, door gezegde gedeelten aan eene nieuwe maatschappij over te dragen.

ARTIKEL 13.

De maatschappijen waaraan krachtens artikel 11, goederen, rechten en belangen van Ottomansche maatschappijen overgedragen zullen worden, zullen op de van Turkije afgescheiden grondgebieden aan geene bijzondere belasting onderworpen worden uit hoofde van deze overdracht of van hunne oprichting met het oog op deze overdracht, indien er zich geene van kracht zijnde internationale overeenkomsten tegen verzetten. Hetzelfde zal gelden op het grondgebied van deze der Verdragsluitende Mogendheden

waarvan deze maatschappijen de nationaliteit zouden nemen, tenware deze Mogendheid er zich krachtens haar eigene wetten zou tegen verzetten.

Gedaan te Lausanne, den 24ⁿ Juli 1925.

HORACE RUMBOLD.
PELLÉ.
GARRONI.
G.-C. MONTAGNA.
E.-K. VÉNISÉLOS.
D. CACLAMANOS.
CONST. DIAMANDY.
CONST. CONTZESCO.
M. ISMET.
DR. RIZA NOUR.
HASSAN.

VERKLARING.

De ondergeteekenden, behoorlijk daartoe gemachtigd, verklaren dat de Turksche Regeering de verplichting aangaat de bepalingen toe te passen van Afdeeling I van het Protocol op datum van heden, betreffende zekere vergunningen in het Ottomansche Rijk verleend aan Ottomansche maatschappijen waarin, op 1 Augustus 1914, de kapitalen van de onderhoorigen der andere Mogendheden die dit Protocol onderteekend hebben, overwegend waren.

Gedaan te Lausanne, den 24ⁿ Juli 1925.

U. ISMET,
RIZA NOUR,
HASSAN.

XIII. PROTOCOL

betreffende de toetreding van België en van Portugal tot zekere beschikkingen van akten geteekend te Lausanne en verklaringen dezer twee Mogendheden betreffende gezegde toetreding, geteekend den 24^e Juli 1923.

De Hooge Verdragsluitende Partijen, die het Vredesverdrag op datum van heden onderteeekend hebben, zijn het eens om België en Portugal in de gelegenheid te stellen toe te treden tot de beschikkingen van Afdeeling I van Deel II (Financieele Bepalingen) en tot de beschikkingen van Deel III (Economische Bepalingen) van gezegd Verdrag; deze toetreding zal van kracht worden op hetzelfde oogenblik en onder dezelfde voorwaarden als dit Verdrag. Zij zijn het er ook over eens België in de gelegenheid te stellen onder dezelfde voorwaarden toe te treden tot het Protocol op datum van heden, betreffende zekere vergunningen verleend in het Ottomansch Rijk.

Dienvolgens nemen de Hooge Verdragsluitende Partijen akte van de Verklaringen van toetreding heden afgelegd door de behoorlijk gemachtigde Vertegenwoordigers van België en van Portugal; ten gevolge van welke Verklaringen, eens dat dezelfde in werking getreden zijn, de staat van vrede alsmede de officieele betrekkingen, in zooverre noodig, zullen beschouwd worden als zijnde hersteld tusschen Turkije eenerzijds en elk dezer twee Mogendheden anderzijds.

Gedaan te Lausanne, den 24^e Juli 1923.

HORACE RUMBOLD.
PELLÉ.
GARRONI.
F. C. MONTAGNA.
K. OTCHIAI.
E. K. VÉNISÉLOS.
D. CACLAMANOS.
CONST. DIAMANDY.
CONST. CONTZESCO.
M. ISMET.
D^r RIZA NOUR.
HASSAN.

VERKLARING VAN TOETREDING VAN BELGIË.

De Ondergeteekende, na aan de Vertegenwoordigers der Mogendheden die het Vredesverdrag op datum van heden ondertekend hebben, zijne in goeden in behoorlijken vorm bevonden volmachten overgelegd te hebben, verklaart bij deze in naam van België toe te treden tot de beschikkingen van Afdeeling I van Deel II (Financiële Bepalingen) en tot de beschikkingen van Deel III (Economische Bepalingen) van gezegd Vredesverdrag, alsmede tot de beschikkingen van het Protocol op datum van heden, betreffende zekere vergunningen verleend in het Ottomansche Rijk.

Deze toetreding, die de officieele betrekkingen zal herstellen, zal van kracht worden op het oogenblik, volgens de bepalingen en onder de voorwaarden voorzien in het Protocol op datum van heden, waarbij de Mogendheden ondertekenaars van gezegd Vredesverdrag aan België toegelaten hebben tot deze toetreding over te gaan.

Gedaan te Lausanne, den 24ⁿ Juli 1923.

FERNAND PELTZER.



ANNEXE AU N^o 248BIJLAGE VAN N^o 248.

PROJET DE LOI

approuvant la déclaration d'accession
de la Belgique à certaines disposi-
tions du Traité signé à Lausanne le
24 juillet 1923.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der verklaring van
toetreding van België tot zekere
beschikkingen van het Verdrag
op 24 Juli 1923 te Lausanne onder-
teekend.

Albert,**ROI DES BELGES,**

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter, en Notre
Nom aux Chambres Législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La déclaration d'accession de la
Belgique aux dispositions de la Sec-
tion I de la Partie II (clauses finan-
cières) et aux dispositions de la Par-
tie III (clauses économiques) du Traité
de Paix conclu à Lausanne, le 24 juillet
1923, ainsi qu'au Protocole relatif à
certaines concessions accordées dans
l'Empire Ottoman, sortira son plein
et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1924.

Albert,**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast in Onzen Naam aan
de Wetgevende Kamers het wetsont-
werp voor te leggen waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

De verklaring van toetreding van
België tot de beschikkingen van Afdee-
ling I van Deel II (financieele bepa-
lingen) en tot de beschikkingen van
Deel III (economische bepalingen)
van het Vredesverdrag gesloten te
Lausanne, op 24 Juli 1923, alsmede
tot het Protocol betreffende zekere
vergunningen verleend in het Otto-
mansche Keizerrijk, zal haar geheel en
volledig uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 30^e April
1924.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.